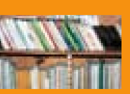
Information pour le développement agricole des pays ACP
N° 103
FEVRIER 2003

Spore

Site Web : **spore.cta.int**



Dans ce numéro

Ce numéro de Spore 103 comporte plus de références à l'Histoire que d'habitude : peut-être est-ce dans l'air du temps ? Le Point de vue de ce numéro commence il y a 10 000 ans, survole des périodes de grande injustice et trace une piste vers le futur. La coopération Sud-Sud, le sujet de notre premier article, est inscrite dans l'Histoire : ce sont les injustices du passé qui tracent les contours des inégalités d'aujourd'hui. Et le taro ? Cette plante venue du fond des âges se façonne un avenir. Comme les bibliothèques, qui se renouvellent et se modernisent pour servir leurs futurs lecteurs.

Rassurez-vous, vos rubriques habituelles sont toujours là, et elles ne sont pas toutes marquées par le passé ! Quoique… Cet article sur les livres les plus demandés en 2002 …

Et vous, qu'allez-vous faire aujourd'hui qui marquera l'Histoire ?





Photo M. Molina © Inibap

Coopération Sud-Sud

Sud-Sud, mode d'emploi

L'agriculture du Sud manque d'opportunités, dépend trop de l'aide extérieure et souffre d'un système commercial inéquitable. Mais peut-elle compter sur ses partenaires du Sud plus que sur ceux du Nord ?

La pirogue se balance doucement au détour d'un nouveau coude de la mangrove, à une douzaine de kilomètres au sud du port de Ziguinchor, dans la moiteur verte de la province de Casamance, au sud du Sénégal. Des poissons filent sous elle comme vif-argent et des nuées d'insectes, de papillons, d'oiseaux colorés dansent tout autour, alors qu'elle se fraie un chemin sous les branches tombantes. Un homme est à la barre, un jeune garçon sifflote tranquillement et trois autres passagers très excités agitent la tête encore plus vite que les oiseaux en train de percer des noix dans un arbre voisin : ils échangent des regards complices, chuchotent dans un magnétophone, griffonnent des notes illisibles sur du papier quadrillé (jusqu'ici, ils n'avaient jamais vu de papier à carreaux au lieu de simples lignes).

Ils s'adressent à leur guide, qui a voyagé avec eux, loin de chez elle. Elle traduit leurs questions au jeune guide francophone qui les traduit à son tour à son frère à la barre. Le garçon les amuse en imitant des chants d'oiseaux pour encourager ceux-ci à s'approcher encore davantage. Au bout de quatre heures, ils accostent à leur village d'accueil et, une fois reposés, ils commencent à enregistrer leurs découvertes qui étonneront leurs familles et leurs amis à leur retour dans leur village de la plaine côtière du Guatemala, en Amérique centrale. Ils ont découvert les similitudes des écosystèmes dans lesquels ils vivent : les similarités de flore et de faune, les différents usages médicinaux que leurs guérisseurs font des mêmes plantes. Et ils songent à tous les progrès que l'on pourrait accomplir si toutes les communautés rurales pouvaient échanger si facilement leur savoir.

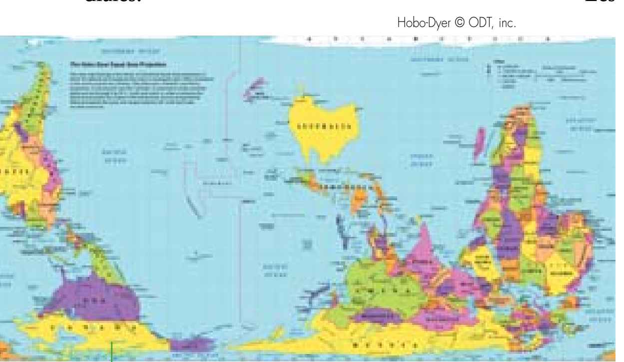
Cette visite d'échanges entre agriculteurs de deux villages distants d'un hémisphère se déroulait il y a une génération, en 1982, à une époque où on jargonnait moins qu'aujourd'hui. Elle était organisée par un réseau qui reliait des ONG du Sud et des agences de soutien et de financement du Nord partageant les mêmes convictions. Ce type de visite était considéré comme une merveilleuse illustration des échanges de savoirs locaux Sud-Sud. Mais cela allait-il beaucoup plus loin que le partage de préoccupations communes par différents groupes qui en tirent parti chacun de son côté?

Au commencement, l'échange

L'idéal de la coopération Sud-Sud est né avec le concept de 'Sud'. Cette coopération est pourtant millénaire et a toujours été portée par les échanges commerciaux. Le commerce a toujours été le principal véhicule des idées et des technologies qui ont stimulé le développement agricole dans le monde, comme le reconnaît l'approche Sud-Sud au cœur du Programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire (PSSA).

Le Sud a existé avant 'le Sud'. Ce concept a été défini, peut-être paradoxalement, par des écoles de pensée qui ont émergé au Nord dans les années 60, un peu comme une séquelle du récent passé colonial. Le Sud, disait-on dans le Nord, est un amalgame de cultures et d'économies qui ont comme dénominateurs communs un passé colonial sous tutelle européenne et la conviction de n'avoir qu'une maigre part des ressources et des opportunités mondiales.

Hobo-Dyer © ODT, inc.



Autant de points de vue, autant de solutions. C'est la réalité sur le terrain, comme ces échanges entre spécialistes du bananier du Costa Rica et d'Afrique de l'Ouest (page 1).

Progressivement, le Sud a assumé sa propre identité, plus en termes d'échanges culturels et sociaux que de partage du pouvoir économique. Dans les années 80, il a trouvé une assise institutionnelle : la Commission internationale du Sud, dirigée par le Président Nyerere et installée dans le Centre du Sud à Genève, en Suisse. Aujourd'hui encore, elle défend agressivement les intérêts du Sud avec la seule arme dont elle dispose : la rhétorique. En voici un exemple, en 2002 : « Alors que les pays en développement sont inondés de conseils pour 'se prendre en charge' et de sermons sur la bonne gouvernance, on leur demande de 'plonger' dans les eaux turbulentes de l'environnement économique international sans bouée de sauvetage ni même quelques gouttes d'huile pour calmer les flots et leur faciliter la tâche ».

Perdu ce feeling Sud ?

Au-delà de ces prouesses verbales, y a-t-il une place pour une véritable coopération Sud-Sud ? De nombreuses expériences menées au cours de ces vingt dernières années sont des réussites, qu'il s'agisse d'échanges d'agriculteurs d'un village à l'autre ou de réseaux interrégionaux de chercheurs et de fabricants, dans le secteur des plantes médicinales, par exemple. Le récent bilan du programme PSSA de la FAO, qui a conduit des centaines de techniciens agricoles à quitter leur foyer pendant deux ou trois ans pour travailler ailleurs comme 'experts' – du Vietnam à Madagascar, de l'Inde à l'Érythrée –, montre qu'ils ont réellement apporté "des compétences et une expérience concrète pertinentes dans les contextes locaux, avec un effet multiplicateur". Le principal défaut de tels échanges est qu'ils sont en partie financés par l'extérieur et s'enracinent donc difficilement dans les programmes agricoles nationaux. On peut en dire autant des activités du Programme de coopération technique entre pays en développement (TCDC) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui a permis des milliers d'échanges de compétences pendant vingt ans. Il est intéressant de noter qu'aujourd'hui, le programme TCDC est axé beaucoup plus sur les échanges d'expérience via Internet que sur les échanges de personnes.

Les échanges entre populations ne doivent pas nécessairement porter l'étiquette coûteuse des agences internationales. Divers réseaux d'ONG, comme l'IRED (Innovations et réseaux pour le développement), ENDA (Environnement et développement du tiers-monde) et Development Alternatives, favorisent les échanges de villageois artisans, agriculteurs ou femmes chefs d'entreprises d'un continent à l'autre. À un niveau techniquement plus sophistiqué, il existe aussi des échanges commercialement fructueux de responsables d'entreprises du secteur agroalimentaire, comme ceux que l'African Management Services Company facilite avec l'appui de la Banque mondiale.

Naviguez avec le courant

Quelles que soient leur forme et leur nature, en personne ou via Internet, ces échanges contiennent toujours une part de subvention ou un intérêt commercial. Si les financements extérieurs ne sont pas disponibles, les échanges doivent suivre quelques règles économiques. Quand des compagnies coopèrent, quand, par exemple, un fabricant brésilien de machines agricoles aide une entreprise similaire à s'installer en Afrique de l'Ouest, elles ont besoin d'être protégées dans une certaine mesure de la concurrence internationale, qu'elle vienne des États industriels du Nord ou de l'Asie. Les mesures à prendre pour faciliter la coopération Sud-Sud sont complexes : garanties à l'exportation, assurances, droits et tarifs douaniers favorables, incitations fiscales, protection du marché, brevets, copropriété, accords de non-concurrence… Toutes ces mesures remontent aux années 60 à 70, à l'époque où le concept de 'Sud' émergeait. Mais en ce début du XXIe siècle, alors que le monde s'engage à pas comptés sur les voies de la mondialisation en réduisant les réglementations à un niveau minimal de protection, ces mesures de soutien seront tout simplement interdites. Néanmoins, la vieille école persévère : la décision de mettre en place un réseau Sud-Sud de science et de technologie, prise par le groupe des 77 (les 126 pays en développement du monde) à Dubaï, en octobre 2002, était assortie d'un appel de fonds aux autres pays pour le financer. N'ont-ils donc pas vu les signes « y a plus d' bailleurs » sur les murs ?

Le climat dans lequel la coopération Sud-Sud ancien style pouvait se développer a disparu. Pour paraphraser un explorateur d'un autre âge qui savait que son heure était venue, il pourrait même avoir disparu pour un bon bout de temps. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère, plus dure. Un des chefs de file de la réflexion sur les sciences du Sud, Calestous Juma, résume les choses ainsi : " Dans le climat actuel, on ne peut plus compter sur les institutions publiques pour jouer le rôle de vecteur de la coopération technique. Pourtant, dans de nombreux pays en développement, les gouvernements et le secteur industriel continuent d'entretenir un antagonisme et une méfiance réciproques, alors même que l'avantage comparatif d'un pays, aujourd'hui, dépend largement de la façon dont ils coopèrent. Les modèles de coopération Sud-Sud ne se justifient plus par la proximité ou l'appartenance à un bloc économique. Les alliances stratégiques doivent être bâties entre organisations, sans tenir compte de leur localisation géographique".

C'est ainsi. Il faut naviguer avec le courant. Vingt ans après l'échange entre la Casamance et le Guatemala, deux des 'facilitateurs' se sont à nouveau rencontrés en décembre 2002, au Forum caribéen de l'industrie des plantes médicinales et aromatiques en Jamaïque. Des institutions avaient rendu l'échange possible mais ce sont ces deux personnes du Sud qui l'ont réalisé et l'ont fait durer.

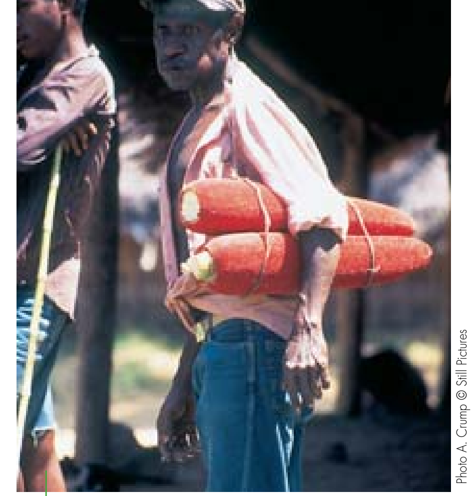
Voir Repères p. 10

La coopération agricole Sud-Sud nécessite :
- l'admission que les échanges les plus efficaces ont une motivation commerciale ;
- des échanges de personne à personne pour assurer la délicate transmission de savoirs ;
- une meilleure intégration dans les systèmes nationaux ;
- des liens basés sur les contenus et pas sur des symboles.

Tubercules

Taro d'ombre et de lumière

Enraciné dans la culture des îles du Pacifique, le taro y est aussi largement révéré que consommé. Il est également au menu dans les Caraïbes et en Afrique. Avenir lumineux ou plutôt sombre ?


Photo A. Crump © Still Pictures

Ça, c'est du taro !


Photo A.Miquel © Cirad

Si vous étiez un taro pas très sûr de vous, vous croiriez que le monde s'acharne à vous persuader que vous souffrez d'un grave désordre de la personnalité.

Côté lumière, vous êtes vénéré dans le Pacifique par tous les peuples qui vous cultivent. Servi à table comme plat principal, vous mettez immédiatement fin aux hostilités éventuelles. Vous figurez dans la médecine traditionnelle et même, à Samoa et à Tonga, sur les pièces de monnaie. Peut-être ornerez-vous un jour un drapeau national ? Vous êtes le quatorzième aliment de base dans le monde. À Hawaii, vous êtes si important que seuls les hommes vous cultivent. Au Cameroun, où ce sont les femmes qui cultivent et cuisinent, vous êtes au centre d'un rituel complexe de service et vous aidez à « attraper un homme ».

Côté ombre, vous êtes sur la liste des plantes les plus sous-exploitées – mais vous pourriez prendre cela comme un défi plutôt qu'une rebuffade. Votre chair féculente est toxique si elle n'est pas bien cuite. Vous êtes une plante périssable qui ne se conserve pas plus d'une semaine. Vous êtes sensible à la rouille des feuilles et vous risquez de disparaître des champs et des menus de nations entières si vous n'améliorez pas votre résistance. Pour certains, vous êtes une nourriture de pauvres. Vous avez flirté avec les marchés chic d'Europe et d'Amérique du Nord dans les années 90, mais aujourd'hui seuls les marchés des diasporas et des produits ethniques vous sont fidèles.

Un appétit mondial

Allons, taro, il est temps de tourner une nouvelle feuille. *Colocasia esculenta* est un tubercule comestible ovale de 1 à 3 kg, né en Asie où il est généralement connu sous le nom de taro, nom qui s'est répandu dans le monde entier. Aux Caraïbes, le tubercule est plus long et appelé dasheen ou dachine, voire même chou de Chine. Ses feuilles sont consommées cuites comme légume vert. Servi en « calalou » à Trinidad ou en Martinique, le taro atteint au statut sacré de plat national. En Afrique de l'Ouest, il est écrasé avec le manioc pour le « foufou » et sert de nourriture de base au Cameroun, au Ghana, en Guinée et au Nigeria. On l'appelle parfois cocoyam comme son cousin le macabo, *Xanthosoma sagittifolium*, connu aussi sous le nom de tanier.

Le taro est cultivé dans 30 pays, dans les bas-fonds comme sur les hautes terres. L'Afrique en est le plus gros producteur. Le Nigeria compte pour la moitié des 8,5 millions de tonnes produits dans le monde ; le Ghana, la Côte d'Ivoire, Madagascar et la Centrafrique sont les autres grands producteurs sur le continent. Après l'Afrique vient l'Asie, où la Chine est le principal producteur, suivie par le Japon, les Philippines et la Thaïlande.

Un choc salutaire

Avec une production de 300 000 tonnes, l'Océanie ne dépasse que les Caraïbes. C'est pourtant ici que l'étoile du taro brille le plus fort. Selon la FAO, « aucune autre région ne se compare à l'Océanie en terme d'intensité de la production, d'importance de la consommation et de dépendance alimentaire ». À Tonga, où les tubercules représentent la moitié de l'énergie alimentaire, 40% des calories viennent du taro. Aux Îles Salomon, 10% des calories viennent du taro, 30% d'autres tubercules.

C'est à Samoa que le rôle central du taro s'exprime le mieux. Avant la rouille dévastatrice de 1993, le taro représentait presque toute la consommation de tubercules, soit 20% du régime alimentaire. Sa disparition des menus du jour au lendemain et l'interdiction des plus modestes exportations aux compatriotes d'Australie, de Nouvelle-Zélande ou de Californie causèrent un grand choc au sentiment national et à l'économie de Samoa – un traumatisme identitaire.

Beaucoup de pays du Pacifique ont alors pris conscience de leur vulnérabilité à la rouille des feuilles du taro et recommencé à prendre soin de cette culture que d'une certaine manière ils tenaient pour acquise. Vu son rôle spirituel et culturel, nous pourrions presque dire que le taro est pour les gens du Pacifique une sorte de dixième chakra – un des centres d'énergie du corps.

Un nouvel élan

Après la rouille est venu un nouvel élan. Grâce au programme TaroGen lancé en 1998 au bureau de Fidji du Secrétariat de la Communauté du Pacifique, des progrès ont été réalisés dans l'exploitation et la gestion de la biodiversité. La plante est revenue à Samoa où des agriculteurs ont planté des variétés résistantes sélectionnées. Il faut non seulement poursuivre les recherches afin de maintenir la diversité et la résistance, mais aussi trouver les moyens d'améliorer la diffusion de semences et plants résistants.

Les chercheurs se concentrent maintenant sur les empreintes génétiques des différentes variétés de taro afin de faciliter les comparaisons des échantillons de différents pays. Un autre objectif consiste à indexer les virus pour surmonter les problèmes de quarantaine au cours des échanges internationaux de matériel génétique. L'établissement de banques de gènes pour la conservation *in vitro* reste une priorité, mais on accorde désormais plus d'attention aux systèmes de stockage des semences et à la conservation *in situ*. Selon TaroGen, cela « impliquera les communautés agricoles dans la recherche et le développement, en combinant les aspects sociaux, biologiques et agroécologiques de la culture du taro ». Cette question permanente d'une bonne entente entre paysans et chercheurs figure en bonne place au programme du Troisième Colloque sur le Taro prévu fin mai 2003 à Fidji.

Enfin, dans ce monde aux goûts changeants, le taro peut-il aussi améliorer sa position dans le commerce international ? L'amélioration de la qualité, des normes, de nouveaux produits, d'autres techniques de transformation et de stockage... et du marketing aideront à le relancer.

On parle de chips, de poudres, de farines, de gâteaux, de crèmes glacées : des aliments énergétiques, en somme. De l'énergie pour un peuple, de l'énergie pour une plante.


Photo P. Gleizes ©Still Pictures

Bibliothèques et services d'information

Banques de savoir ?

Les bibliothèques ont toujours abrité le savoir des sociétés. Aujourd'hui, elles ne sont plus juste gardées à l'oeil par des bibliothécaires revêches, elles tiennent compte des besoins des usagers et sont prêtes à affronter le futur.

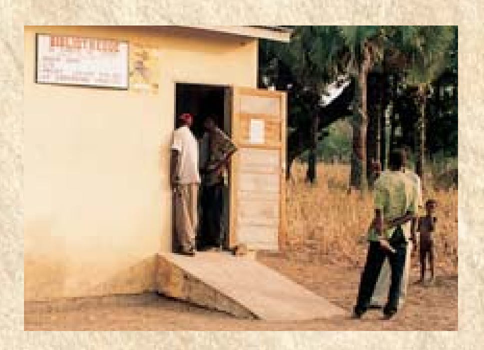
Les anciens et les modernes


lacez-vous un matin de bonne heure au bord d'une route principale aux abords d'une capitale régionale – dans presque n'importe quel pays – et vous verrez sûrement passer un bibliobus qui part vers les villages voisins pour sa tournée quotidienne et qui reviendra au coucher du soleil. Que ce soit à Marondera, au Zimbabwe, malgré la pénurie de carburant, à Tamale, au Ghana, malgré un moteur capricieux, ou à Ljouwert, aux Pays-Bas, malgré le verglas, la silhouette du bibliobus ou de la médiathèque mobile est aussi familière que celle des camions transportant des boissons gazeuses.

Mots croisés

En français et en portugais, les mots *bibliothèque* et *biblioteca* remontent à une époque lointaine où l'on désignait ainsi un recueil ou une compilation d'ouvrages de même nature composant un 'centre de savoir'. Dans le langage branché d'aujourd'hui, le 'centre de savoir' est virtuel !! *Biblio* vient du grec *biblion* (livre), dérivé de *biblos* qui signifie 'papyrus', ce roseau dont les fibres servaient de support à l'écriture ; peut-être ce mot faisait-il aussi référence à la ville de Byblos (aujourd'hui au Liban) d'où le papyrus était importé il y a 3000 ans.*Thèque* vient du grec *thêkê* qui veut dire coffre, boîte, réceptacle.

Le mot anglais pour bibliothèque est *library*, emprunté au français à l'époque où 'librairie' (du latin *libraria*) a commencé à désigner le commerce des livres – le libraire était un copiste qui fabriquait et vendait des livres. Le mot latin pour livre est *liber*, c'est-à-dire la pellicule sous l'écorce d'arbre sur laquelle on écrivait avant la découverte du papyrus.



Aujourd'hui, on trouve des bibliothèques dans les plus petits villages et leur modestie n'a d'égal que leur ambition. Elles ne comptent souvent que quelques douzaines d'ouvrages, très convoités par les usagers. Ces initiatives locales occupent une place particulière dans l'univers du savoir aux côtés des grandes bibliothèques de légende.

Le passé se conjugue au futur. La nouvelle grande bibliothèque d'Alexandrie, en Égypte, a été inaugurée en 2002 sur le site même de celle qui fut au service de l'humanité de 295 avant JC à 391 après JC. Comme l'ancienne bibliothèque, c'est un lieu de recherche, de progrès et d'échanges d'idées, qui ne prétend pas conserver tous les livres du monde – cela arrivera peut-être un jour dans cet espace appelé Internet.

À Tombouctou, au Mali, on travaille à la préservation de 20 000 ouvrages conservés à l'Institut des hautes études et de recherche islamique Ahmed Baba, des ouvrages surtout scientifiques et agricoles dont certains datent du 13e siècle. Des copies électroniques seront disponibles sur Internet. Ces ouvrages reflètent les siècles des lumières de l'Islam, tout comme les manuscrits enluminés de la bibliothèque abbatiale de Saint-Gall, en Suisse, témoignent de l'époque où les bibliothèques gérées par les moines offraient un refuge au savoir dans l'Europe obscurantiste du 8e siècle.

Le plus difficile, c'est choisir

Nous célébrons nos bibliothèques, mais pas nos bibliothécaires… un paradoxe qui dure depuis des siècles C'est en train de changer, toutefois, depuis que les professionnels de l'information sont sortis de l'ombre et ont commencé à faire valoir leurs droits. À la Fédération internationale des associations de bibliothécaires tout comme à l'Association internationale des spécialistes de l'information agricole, les mots d'ordre sont désormais service aux usagers, rentabilité et amélioration de la qualité. Et là se trouve le deuxième paradoxe : c'est le processus actuel de démocratisation issu des longues luttes de nos ancêtres si soigneusement consignées dans les bibliothèques qui menace aujourd'hui la précieuse science des bibliothécaires.

Le développement des technologies de l'information et de la communication conduit de nombreuses personnes non qualifiées à penser qu'elles savent organiser leurs informations et trouver tout, partout, sur Internet. C'est théoriquement possible, mais seulement si celui qui cherche sait où chercher, celui qui gère l'information sait où l'entreposer pour qu'elle soit disponible et celui qui l'utilise sait séparer le bon grain de l'ivraie.

Voilà pourquoi il faut valoriser et non pas négliger des outils documentaires comme les systèmes de classification, les thésaurus, les résumés et la programmation intelligente des recherches. Avec la multiplication des bibliothèques communautaires informelles, le défi, pour les professionnels de l'information, est de partager leurs compétences avec les non-initiés et, pour les communautés et les organisations paysannes, d'apprendre à les exploiter. Il ne suffit pas de se connecter aux réseaux mondiaux pour avoir accès à l'information : il faut aussi apprendre à la sélectionner.

Quelle bibliothèque mondiale?

Les obstacles ne manquent pas sur le chemin des bibliothèques du futur. Dans une séduisante communication à l'Union internationale des télécommunications, en 1994, le vice-président américain d'alors, Al Gore, plaidait pour la mise en place d'un réseau mondial des bibliothèques et du savoir, via Internet. Chaque enfant, chaque école, dans chaque ville ou village de la planète, devait avoir accès à ce service à l'horizon 2000. Mais cela ne s'est pas réalisé, car notre monde préfère les promesses aux réalités. Et depuis, l'explosion de l'information a créé une telle congestion dans Internet que ce discours de Gore a été totalement enfoui et qu'il est très difficile, aujourd'hui, de le retrouver. La bibliothèque mondiale a encore du chemin à parcourir.

***Pour faire une bibliothèque, aussi moderne soit-elle, il faudra toujours des blocs et du ciment, des tables et des chaises, et des lecteurs, comme ceux de la bibliothèque municipale de Nzérékoré, en Guinée. Toutes ces petites bibliothèques rurales méritent autant la reconnaissance de l'Unesco que les manuscrits de Chinguetti, en Mauritanie, ou la nouvelle* Biblioteca Alexandrina.**

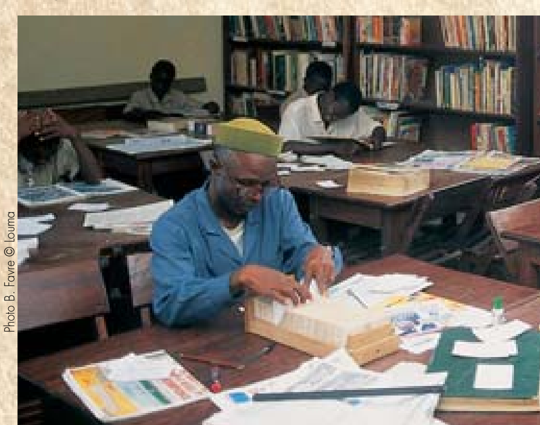

Photo B. Faure © Louma


Photo G. Zugmann © Snohetta


Photo B. Favre © Louma

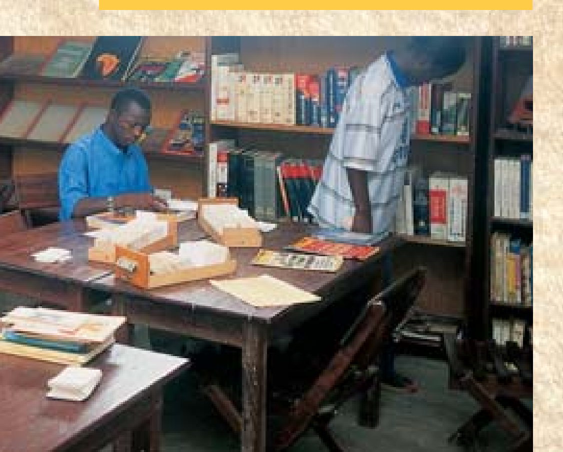
Quand le virtuel se fait réel

Comme bien d'autres institutions, le CTA met en place une bibliothèque 'virtuelle' spécialisée dans l'agriculture et le développement rural. Elle rassemblera, sous forme électronique, toute l'information et le savoir accumulés au CTA pendant vingt ans et elle permettra de se connecter à d'autres sources d'information complémentaire. Ce n'est pas la première bibliothèque virtuelle du CTA : dans les années 80, le Centre a été parmi les premiers à exploiter des cédéroms pour mettre des références bibliographiques à la disposition des bibliothèques partenaires dans les pays ACP. Cela a créé un réseau complexe d'échanges de documents qui a servi de base à la décentralisation de certains services du CTA. Au milieu des années 90, l'idée d'une deuxième bibliothèque virtuelle a vu le jour, qui proposerait un accès au matériel didactique de centres de formation agricole. Aucun document n'a été collecté pour cela ; il a suffi de compiler une liste centrale qui renvoyait aux sites Internet de ces centres et hop ! La bibliothèque est née.

La mémoire collective

"Les communautés qui détiennent les savoirs locaux ont malheureusement tendance à ne pas valoriser ces connaissances. Peut-être parce qu'elles pensent que leur expérience est ordinaire ou, à l'inverse, parce que, dans leur culture, elles considèrent que c'est un héritage sacré qui ne peut être transmis qu'à des initiés. Pourtant, cette information locale a de la valeur et peut servir à beaucoup de gens, si seulement elle est diffusée et partagée. Le plus grand défi est de modifier la culture de l'échange d'informations et d'amener les communautés à réaliser que partager le savoir est aussi enrichissant pour celui qui le transmet que pour les générations suivantes qui le reçoivent".

– *Kay Raseroka, Botswana, lors de son élection à la présidence de la Fédération internationale des associations et institutions de bibliothécaires, en octobre 2002*



Les bibliothèques changent



Nous sommes sur une route principale, à la sortie de Yaoundé, capitale du Cameroun. Au milieu des gargotes, télécentres, tailleurs et coiffeurs habituels (nous adorons cette cabane portant l'enseigne *www.josephine.coiffure.com*!), une échoppe nouveau style : la boutique d'information du Centre de documentation pour le développement rural (membre du réseau Agridoc, voir *Spore* 101). Les visiteurs s'y pressent, jeunes et vieux, femmes et hommes. Ils s'y arrêtent en rentrant à la maison, en allant au marché, en venant de l'école ou en allant au travail, pour y acheter des manuels ou des journaux, jeter un coup d'œil sur l'exposition de fèves de cacao ou feuilleter les ouvrages. "C'est encore plus animé les jours où les retraites sont payées à la poste" nous dit Pierre-Marcel Ebede, un des gestionnaires du centre. "Les anciens viennent en ville avec deux choses en tête : retirer leur pension et recueillir de l'information pour le village."

À l'arrière de la boutique, propre et claire, se trouve la bibliothèque. Près de 3 000 documents, manuels pratiques, ouvrages de référence, magazines, articles politiques – le genre de choses que l'on trouve dans Agridoc et *Spore* – sont exposés, écornés par l'usage, soigneusement classés par thèmes selon le système dit Satis. Deux étudiants sont absorbés à prendre des notes à partir d'une pile de livres de référence. "Aujourd'hui, ajoute Ebede, un usager sur cinq est un agriculteur et il a des questions très précises".

La version papier

Une scène similaire se déroule à 3 000 km de là, à Kumasi, la capitale Ashanti du Ghana. La bibliothèque du British Council, aujourd'hui plus axée sur le développement local que ne l'indique son nom, accueille des vulgarisateurs, des agriculteurs, des entrepreneurs et des étudiants avides de savoir. Dans son bureau, Nina Chachu, la directrice, canalise le flot incessant des demandes et des publications. "J'utilise *Spore* pour choisir mes acquisitions et visiter des sites Internet intéressants. J'apprécie beaucoup votre site Web et d'autres ressources électroniques, mais je continue à penser que pour la plupart des pays en développement, les documents imprimés restent des outils essentiels, compte tenu de l'état de notre réseau d'électricité et de nos infrastructures de communication."

Rendez-vous maintenant sur une des collines d'Antananarivo, la capitale de Madagascar, dans le bâtiment bondé du Centre d'information technique et économique de Madagascar (CITE) et montez les escaliers qui mènent à la bibliothèque assiégée. C'est devenu le centre d'information favori de nombreux entrepreneurs agricoles malgaches. Pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer dans la capitale, le CITE a créé dix boutiques d'information dans le pays. Dans une rue populaire du faubourg animé d'Ambohimiandrsoa, à Antsirabe, la boutique côtoie une boucherie qui propose un assortiment de viandes crues et cuites, dont les fameuses saucisses locales. Dans cette boutique d'information, des agriculteurs et de petits artisans viennent du marché voisin pour glaner des conseils, peut-être sur la façon de fabriquer et de conserver ce type de saucisses et d'autres produits alimentaires.

Dans un monde où l'information est devenue une marchandise, beaucoup de bibliothèques se transforment progressivement, sous l'impulsion d'agences de développement, en boutiques d'information conviviales offrant à la population l'information dont elle a besoin.

Nous ❤ les bibliothèques

Notre enquête sur les usages de *Spore* a montré que de nombreux lecteurs sont très attachés à leur bibliothèque privée – leur petite collection de livres et de magazines acquis avec bien des efforts et écornés par une utilisation assidue – , ainsi qu'à leur centre villageois d'information, espace privilégié de lecture et d'étude.

D'autres bibliothèques plus officielles utilisent également *Spore* comme source d'informations et portail vers d'autres connaissances. Au Centre pratique d'études agricoles d'Uyo, dans l'État d'Ibom au Nigeria, la bibliothécaire Lucy Rogers Eduok utilise *Spore* comme "une vraie mine d'informations sur les nouvelles technologies, les nouvelles publications, et pour engranger des sujets de recherche". Le bibliothécaire Ferdinand Khama Chadokweenda, à Gokwe au Zimbabwe, nous confie que dans son centre « *Spore* est surtout utilisé comme périodique et circule de personne à personne. Les vulgarisateurs s'en servent comme base de travail, tout comme les professeurs d'agriculture dans les écoles secondaires locales".

Les délices de la gestion

■ Le 11 février 2003, la Fondation néerlandaise pour la gestion du développement a inauguré un nouveau centre de formation en gestion à Arusha, en Tanzanie. D'ici à la fin 2003, les cours aborderont : la gestion intégrale des cycles de projets (6 – 17 octobre) ; le développement institutionnel et le renforcement des organisations (10 – 21 novembre) ; les outils et les compétences de gestion des projets et la gestion de programmes sectoriels (tous deux 1 – 12 décembre). Chaque cours coûte 1 300 US$ (1 180 €) plus les frais de voyage et de séjour.

MDF-ESA
PO Box 894
Arusha, Tanzanie
Fax : +31 318 614 503
E-mail : mdf@mdf.nl

Limonade plus verte

■ L'environnement est désormais plus vert dans la zone de Limonade au nord d'Haïti, grâce à un programme de reboisement organisé par le Programme alimentaire mondial et le ministère de l'Agriculture. Le PAM a offert des semences et 30 000 sacs de terreau en plastique et le ministère a fourni une pépinière et assuré l'assistance technique. Les espèces plantées comprennent des arbres à pain, des orangers et des citronniers. Plus de 5000 journées de travail ont été consacrées au reboisement depuis que le travail a commencé en mai 2002.

Un agronome au cinéma

■ Un agronome peut-il attirer les médias mondiaux ? Oui ! Un film intitulé *The Agronomist: A Work in Progress* a fait beaucoup parler de lui à l'ouverture du Festival international du film de Miami, USA, en février. Consacré à la vie du chercheur et militant haïtien Jean Dominique, fondateur de Radio Haïti Inter, ce film produit par Jonathan Demme, lauréat d'un Oscar, a été – avec un film brésilien consacré aux radios des *favelas* – au centre d'un débat sur le rôle émancipateur des radios locales.

Microfinance à Djibouti

■ Les services financiers de Djibouti vont obtenir un fonds de roulement indispensable grâce à un accord de prêt pour un montant de 36 millions de $US (32.75 millions €) conclu entre le gouvernement et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) en février 2003. Les crédits sont destinés à 150 000 personnes en zones rurales, dans les secteurs de l'élevage, du maraîchage, de la pêche, de l'artisanat et d'autres activités rémunératrices. Un effort particulier sera consenti pour les jeunes chômeurs et les femmes veuves ou divorcées chefs de familles. Avec un tel niveau de capitaux d'emprunt, la microfinance pourrait bien permettre de sortir de la pauvreté.

Des femmes engagées

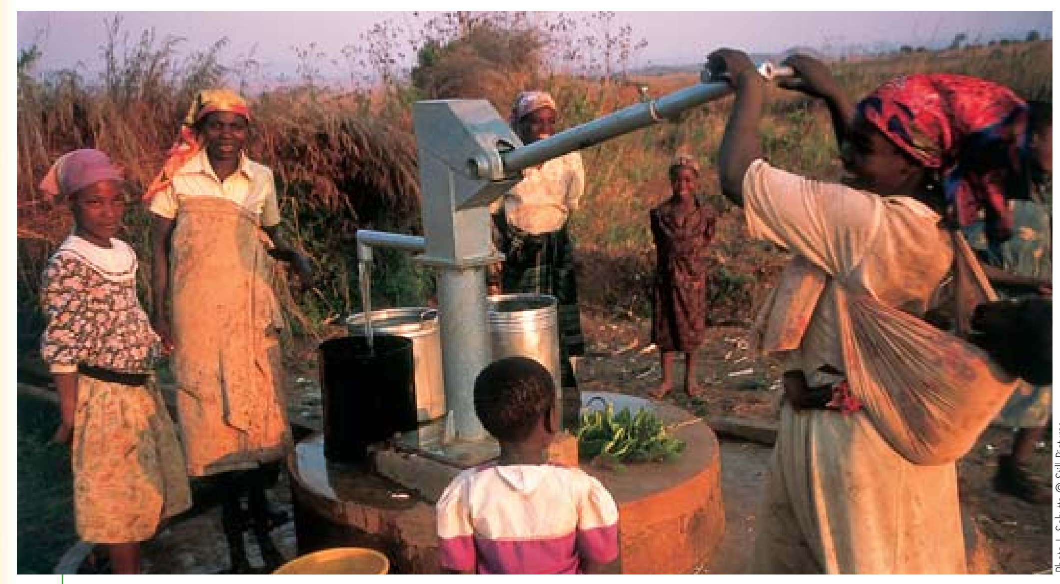


Photo J. Schytte © Still Pictures

Les petits groupes font les grands réseaux.

■ Les femmes doivent toujours se battre pour avoir accès aux ressources ou faire valoir leur point de vue. Dans les districts de Tete et Changara, au Mozambique, les femmes chefs de famille ont pris les choses en mains en organisant des groupes pour fournir de l'eau propre et construire des latrines pour améliorer la santé familiale. Ces groupes jouent par ailleurs un rôle essentiel dans la région en produisant des semences. Le groupe du village de Salinhanga gère une entreprise prospère d'élevage de chèvres qui produit des revenus par la vente de chevreaux aux autres membres du groupe.

Toutes ces initiatives font partie du Projecto Cobarema (gestion communautaire des ressources), une initiative soutenue par l'ONG allemande Weltfriedendienst. Depuis 1999, Projecto Cobarema a permis d'augmenter l'autonomie de la communauté et de préserver les collines qui flanquent la vallée du Zambèze.

Le projet mène d'autres activités comme la vulgarisation et les visites d'échanges entre agriculteurs, les marchés de semences et des programmes de formation en collaboration avec le ministère de l'Agriculture du Mozambique.

WFD Projecto
Degue/Boroma
CP 561 Tete
Mozambique

Plantes bienfaisantes

■ Au cœur de la ville de Kingston en Jamaïque, dans un quartier animé où se concentrent les nouvelles petites entreprises, deux sociétés sont le symbole du vent nouveau qui souffle sur la production agricole : il s'agit de LMH, une maison d'édition dont les ouvrages sur les plantes aromatiques et médicinales intéressent vivement les agriculteurs locaux, et Starfish Oil, une société en plein essor, spécialisée dans la production de savons et d'huiles essentielles à partir de plantes. Pour ces deux entreprises, les plantes n'apportent que de bonnes choses. L'intérêt croissant pour le marché des plantes aromatiques et médicinales a été confirmé début décembre 2002, sur l'autre versant de l'île, à l'occasion du Forum caribéen de ce secteur agroindustriel à Montego Bay. Près de 150 délégués s'y sont retrouvés pour un programme d'échanges, de communications et de visites de terrain.

Comme lors des dernières rencontres, en Afrique du Sud en 2000 et au Vanuatu en février 2002, le rythme était vif et professionnel. Rien d'étonnant. La diversification des cultures et des produits est un besoin vital dans cette région, trop longtemps dépendante du sucre de canne et de la banane ; la biodiversité végétale offre des possibilités non seulement aux producteurs de plantes aromatiques et médicinales, mais aussi aux négociants – lesquels étaient venus en nombre de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Ce marché est à portée de main pour qui est bien organisé. Des recommandations particulièrement claires ont été formulées sur la formation, les marques et le positionnement ainsi que sur la certification des producteurs et des produits, dans le respect du savoir traditionnel et en prenant attentivement en compte les besoins des transformateurs et des importateurs. La nouvelle association caribéenne de l'industrie des plantes aromatiques et médicinales (CHBA) proposée au cours du forum aidera sûrement à conquérir ce marché, comme le fait déjà l'Association caribéenne des chercheurs et producteurs de plantes (CARAPA) établie en 1998. Parmi les actions de suivi, notons l'exposition de plantes 'Out of the Caribbean' qui sera inaugurée au Royaume-Uni en avril 2003, sur le modèle de l'exposition 'Out of Africa' de 2002 (voir *Spore* 99).

Le forum était organisé par le Centre pour le développement de l'entreprise (CDE), le secrétariat du Commonwealth, le CTA et l'Institut inter-américain pour la coopération agricole (IICA), en collaboration avec la Jamaican Promotions Corporation (JAMPRO).

Interim Executive Secretariat
Caribbean Herbs Business Association
c/o Aaron Parke/ Judith Ann Francis
IICA T&T Office, PO Box 1318,
Port of Spain, Trinité et Tobago
Fax : +1 868 628 4562
E-mail : iicatt@iicacarc.org
Voir aussi : www.caribbeanherbs.net

Les insectes sont nos rivaux

Bien que minuscules, les insectes sont nos principaux rivaux pour la consommation des réserves de nourriture de la planète. Il en existe une infinité de variétés et ils se sont toujours adaptés à la consommation de toute matière organique existante, végétale ou animale, vivante ou morte, crue ou transformée.

Au Kenya et dans bien d'autres pays ACP, toute une gamme de méthodes ont été expérimentées pour lutter contre les effets dévastateurs des foreurs de tiges comme *Chillo partellus*, *Busseola fusca* et *Sesamia calamistis*. Ces méthodes, qui incluent notamment des pratiques culturales comme l'élimination des résidus de récolte, la lutte biologique et l'utilisation d'insecticides, se sont avérées insuffisantes. Ce qui est recherché depuis longtemps, c'est la mise au point de variétés de plantes résistantes.

Depuis 2000, les chercheurs participant au projet Insect Resistant Maize for Africa (IRMA) au Kenya travaillent à la mise au point de variétés de maïs génétiquement modifiées – maïs Bt – qui pourraient constituer une alternative ou un complément aux autres méthodes de lutte contre les foreurs de tige.

Le nom Bt est tiré de *Bacillus thuringiensis*, une bactérie naturelle du sol que l'on trouve partout dans le monde. Elle produit des cristaux de protéines qui deviennent toxiques dans l'estomac d'insectes spécifiques. Le maïs Bt produit ses propres protéines Bt qui détruisent tout insecte qui se nourrit de maïs. Cette technique n'est pas nouvelle : près de 40% du maïs produit aux États-Unis et au Canada sont porteurs du gène Bt. Ce qui est nouveau, c'est la découverte de variétés de maïs Bt efficaces contre toutes les espèces de foreurs de tiges et adaptées à l'environnement kenyan. Malgré les controverses actuelles à propos des modifications génétiques, ces variétés sont mises au point au Kenya et distribuées dans d'autres pays. L'institut kenyan de recherche agricole (KARI) assure la formation des vulgarisateurs nationaux dans ce domaine.

S. Mugo
IRMA
PO Box 25171
Nairobi
Kenya
Fax : + 254 2 522 879
E-mail : s.mugo@cgiar.org

Où en est la lutte contre la mouche tsé-tsé ?

Malgré une centaine d'années d'expériences et plus d'outils qu'il n'en faut, la voie à adopter pour éliminer la mouche tsé-tsé continue à être un sujet de vifs débats. « L'éradication de la mouche tsé-tsé est un objectif, la lutte est une stratégie » disait l'un des participants à un atelier récemment organisé par le programme de santé animale de l'Agence britannique de développement international (DFID) : 'lutte contre la mouche tsé-tsé – les cent années à venir'.

Il s'agit d'un processus continu. Des mesures relativement efficaces comme l'utilisation de médicaments, le traitement du bétail avec des insecticides, les pièges et les pulvérisations doivent être appliquées en permanence. Grâce à de telles mesures, de nombreux agriculteurs ont déjà réussi à contrôler efficacement la tsé-tsé, bien que l'on observe des signes inquiétants de résistance aux traitements. L'utilisation d'insectes stériles (SIT) est une stratégie intéressante, mais elle doit être précédée par des techniques classiques de lutte pour réduire le nombre de mouches. Même si l'éradication réussit, les risques de réinfestation demeurent.

De plus, la lutte contre la trypanosomiase n'est pas le seul souci des paysans pauvres et l'élimination de cette maladie ne garantira pas une amélioration de la santé animale. D'autres maladies ainsi que la mauvaise alimentation et de mauvaises techniques d'élevage du bétail ont un impact sur la productivité. Et comme les éleveurs ont peur et évitent des zones entières infestées par la mouche tsé-tsé, la pression sur les terres productives disponibles augmente dans un contexte de croissance de la population.

Quelle voie emprunter ? La communauté scientifique est convaincue que des programmes ciblés sont économiquement viables et que les futures stratégies de contrôle des maladies devraient inclure toute une série d'options de lutte. Un seul outil ne suffira pas. Les chefs d'États africains, en mettant en place la campagne panafricaine d'éradication de la trypanosomiase et de la mouche tsé-tsé (PATTEC), ont affirmé que la lutte contre la mouche tsé-tsé était une priorité. Mais ils devront démontrer leur engagement s'ils veulent obtenir de nouveaux appuis des bailleurs de fonds.

- *WREN*media

Pour accéder aux observations faites par les participants à l'atelier, connectez-vous sur le site : www.new-agri.co.uk/02-6/pov.html

Réparations en vue

L'importation de tracteurs et de matériel agricole adaptés permettrait de satisfaire certains besoins agricoles des pays du Pacifique ; c'est la conclusion de l'atelier régional sur le thème 'Fonctionnement, sécurité et maintenance des tracteurs' organisé fin 2002 à Tonga par l'Institut de recherche, formation et vulgarisation agricoles (IRETA) de l'Université du Pacifique sud, avec un appui du CTA. Soulignant le mauvais état technique du matériel agricole dans le Pacifique, les participants ont recommandé l'organisation de sessions sous-régionales sur la maintenance et la sécurité.

ISO 14001 : la Jamaïque en tête

Le Groupement des producteurs agricoles de la Jamaïque – qui comprend les exploitations bananières Eastern et St Mary – est la première organisation agricole à avoir obtenu la certification ISO 14001 dans les Caraïbes. La série ISO 14000 de l'Organisation internationale de normalisation concerne la responsabilité environnementale des entreprises, l'ISO 14001 se rapportant à la gestion. Les producteurs jamaïcains ont mis au point un système dit 'Vert et Propre' ('Simply Green, Keep It Clean') pour former le personnel qui manipule les pesticides ainsi que pour détruire correctement les déchets et les produits chimiques et recycler les bouteilles en plastique et les gaines de polyéthylène qui protègent les régimes de bananes pendant leur croissance. Grâce à cette certification, le groupement a augmenté ses ventes à la chaîne britannique de supermarchés TESCO, qui achète déjà 60% de sa production.

Itinéraire pour la science africaine

À peine installée dans ses nouveaux bureaux de Pretoria, l'initiative de l'Union africaine Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NOPADA) a commencé à poser des jalons pour l'avenir de la science sur le continent. Un 'itinéraire pour la science', programme cadre conçu lors d'une réunion de conseillers en politiques scientifiques à la mi-février 2003 servira à 'guider un processus élargi pour une avancée scientifique et technique de l'Afrique' selon un des participants. Le magazine Sci.Dev en ligne (voir *Spore* 98) a relevé le défi. Dans un éditorial lucide du 24 février intitulé 'lueur d'espoir pour la science africaine', il exhorte le NOPADA à s'engager dans une politique scientifique participative et invite ses lecteurs à s'associer à ce processus. Un forum de discussion doit suivre.

www.scidev.net/archives/editorial/comment53.html
editor@scidev.net

À l'horizontale

Après les stratégies 'de haut en bas' et 'de bas en haut', pourquoi pas une approche horizontale de communauté rurale à communauté rurale, mais à grande échelle ? Cette question a sous-tendu les discussions lors de l'atelier sur le rôle des organisations et des associations paysannes dans la conception, la production et le suivi des dossiers d'information technique, organisé par le CTA début décembre 2002 à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Les radios locales occupent une position privilégiée dans le paysage des médias ruraux, c'est pourquoi elles étaient bien représentées aux côtés des réseaux et des fédérations paysannes parmi les 22 participants venus d'Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est.

Leurs conclusions : bien étudier l'auditoire et apprendre aux groupements paysans à s'impliquer dans les médias. Cela marchera-t-il ? Si l'énergie des participants constitue un indicateur, oui ! Ils ont édité un journal quotidien en français et en anglais pendant le séminaire, ont obtenu une couverture par la presse nationale et sur Internet et sont repartis avec bien des projets en tête. La star de l'événement ? Jeannette Nelkem, responsable d'une radio rurale tchadienne : elle avait manqué l'avion et a voyagé pendant quatre jours par la route pour arriver à temps à l'atelier. Cool, Jeannette.

Améliorer les conditions de travail

Un symposium sur 'les conditions de travail décentes en agriculture' se déroulera à Genève, en Suisse, du 15 au 18 septembre 2003. Il abordera entre autres thèmes la sécurité professionnelle, le travail des femmes dans l'agriculture, les normes de l'OIT et l'éducation des travailleurs.

Elizabeth Goodson
ILO ACTRAV
4, route des Morillons
CH-1211 Genève 22
Suisse
Fax : +41 22 799 6570
E-mail : actrav@ilo.org

L'énergie de l'eau

L'électrification rurale, la gestion intégrée de l'eau et l'énergie hydroélectrique à petite échelle sont les thèmes prévus pour la conférence Hydro Africa 2003, qui se tiendra à Arusha, Tanzanie, du 17 au 19 novembre 2002, à l'initiative du Centre hydroélectrique international et de la Compagnie d'électricité de Tanzanie.

International Centre for Hydropower
Klæbuveien 153
NO-7465 Trondheim
Norvège
Fax : +47 73 59 07 81
E-mail : lf@ich.no
Site Web : www.ich.no/hydroafrica.htm

Et toc sur les tiques !

Les maladies transmises par des tiques sont le cauchemar de tous les éleveurs. Avec la babésiose bovine, la cowdriose, l'anaplasmose et la theilériose, aucune zone (sub)tropicale n'est épargnée par ces maladies mortelles. Plusieurs méthodes de lutte ont fait montre d'une certaine efficacité. L'immersion régulière du bétail dans des bains de produits acaricides (insecticides adaptés aux tiques) a permis d'éradiquer la theilériose de la plus grande partie de l'Afrique australe. Mais cette méthode est très coûteuse en travail et en argent. De plus, les immersions n'éliminent que les tiques. Il y a bien d'autres parasites et toute interruption dans les immersions risque de déclencher une nouvelle poussée de la maladie.


Photo Scott Bauer © ARS USDA

La tique adulte Ixodes scapularis, *pas plus grande qu'un grain de sésame.*

Les acaricides constituent également un risque pour la santé humaine et pour l'environnement. Leur utilisation n'est plus encouragée et il est nécessaire, en tout état de cause, d'en changer tous les deux ans au moins. Les chercheurs soulignent aussi qu'une éradication totale des tiques empêchera les animaux de développer certaines résistances.

Ce n'est qu'à partir de 1990 que la recherche s'est intéressée aux pratiques traditionnelles de lutte contre les tiques en Afrique. Des chercheurs de l'Université de Nairobi ont inventorié une série de méthodes : acaricides artisanaux fabriqués à partir d'une mixture de poivre, feuilles de tabac et savon bouillis ; enlèvement manuel des tiques pendant les traites ; élevage de poulets (prédateurs des tiques) avec le bétail ; et suppression du pâturage ou pâturage seulement entre 10 et 15 h quand l'activité des tiques est réduite.

L'institut de recherche sur la santé animale (LHRI), à Tororo, Ouganda, étudie des espèces de Stylosanthes et *Gynandropsis gynandra*, deux plantes qui ont une action répulsive sur les tiques dans les pâturages. La seconde est aussi consommée comme légume dans les zones rurales de Afrique de l'Est. Les poils visqueux de sa tige empêchent les tiques de monter sur le sommet et de s'installer sur le bétail en pâture.


Photo B. Favre © Louma productions

D'autres végétaux, dont *Commiphora erythraea*, *C. myrrh* et *C. holtziana*, contiennent des huiles essentielles qui possèdent des propriétés répulsives sur les tiques. Le LHRI souligne toutefois que ces recherches ne constituent qu'une première approche et qu'il faut les poursuivre, de toute urgence, pour mettre au point des mesures de lutte contre les tiques, plus fiables et plus accessibles.

On a toujours besoin d'un petit pois

La gesse blanche *Lathyrus sativus* L. (aussi appelée gesse cultivée ou pois carré) est connue depuis longtemps comme source de fourrage pour les animaux. Elle pousse principalement en Afrique du Nord, au sud de l'Europe, au Moyen-orient et en Asie du Sud. Elle est riche en protéines (30%), améliore la qualité de la laine des moutons, fixe l'azote dans le sol et résiste bien à la chaleur.

Ses feuilles comme ses graines sont utilisées pour le fourrage et sont inoffensives pour les animaux. Les graines peuvent également servir à l'alimentation humaine, mais la plante contient une neurotoxine qui paralyse les muscles des jambes si on en fait sa principale source de nourriture pendant plus de trois mois. Cette maladie irréversible appelée neurolathyrisme fait de nombreuses victimes en Éthiopie, en Inde et au Soudan pendant les périodes de sécheresse, quand la gesse blanche est la principale source de nourriture de nombreux habitants. La plante est moins nocive pour l'être humain si elle est consommée en petites quantités et accompagnée de légumes verts riches en vitamine A.

Les chercheurs du Centre international pour la recherche agricole dans les zones arides (ICARDA) ont récolté les premières lignées de gesse à faible teneur de neurotoxines au cours d'essais menés en 2002. Un autre programme de reproduction a produit quatre autres lignées en croisant des variétés de *Lathyrus* à faible teneur en toxines provenant du Moyen-orient avec des variétés à hauts niveaux de neurotoxines provenant d'Asie et d'Afrique. Des chercheurs éthiopiens ont maintenant commencé à mettre au point des lignées adaptées aux conditions locales ainsi qu'un programme de production de semences.

ICARDA
A.A. El-Moneim
PO Box 5466, Aleppo, Syrie
Fax : +963 21 22 13 490
E-mail : icarda@cgiar.org

L'outil malin

■ La mise au point d'une série d'outils destinés aux responsables de projets d'information a bien progressé grâce à la rencontre d'une trentaine d'experts en information et communication à Amsterdam, aux Pays-Bas, fin novembre 2002.

Organisé et accueilli par l'Institut Royal des Tropiques (KIT), avec l'Institut international pour la communication et le développement (IICD) et le CTA, cet atelier a permis d'identifier et de distribuer les tâches qui restent à accomplir pour parachever la réalisation de la 'boîte à outils'.

Les débats ont essentiellement porté sur la façon dont les responsables de projets d'information peuvent apprendre à évaluer eux-mêmes les performances de leurs propres projets, en vue d'améliorer leurs pratiques de gestion. Pour cela, ils ont besoin d'un itinéraire proposant diverses pistes méthodologiques pour l'évaluation des performances, sous forme d'un ensemble convivial d'outils – de préparation, d'accompagnement, d'activité En somme, tout outil qui puisse servir à évaluer un projet avec le souci d'améliorer le service proposé aux usagers : le client est roi et tout projet d'information qui se respecte doit l'admettre.

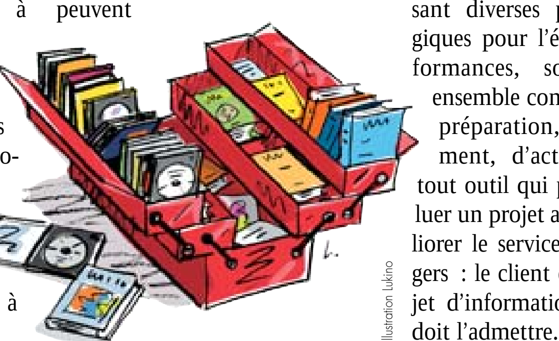


Illustration Lukino

Savoir négocier

■ Si l'on examine l'agenda serré des négociations internationales sur le commerce, on peut dire que le séminaire du CTA 'Pour une participation efficace des pays ACP aux négociations sur le commerce des produits agricoles' est arrivé à point nommé à la fin novembre 2002, à Bruxelles, Belgique. Pour les pays ACP, la difficulté est de se concentrer sur deux cibles différentes et mouvantes : l'Union européenne et ses négociations avec les groupes et régions ACP et l'Organisation mondiale du commerce (voir *Spore* 100).

Organisé à quelques centaines de mètres du siège de l'UE, ce séminaire du CTA ne proposait pas de visites sur le terrain. À Bruxelles, ce n'est pas l'odeur du sol, des champs et des fermes qui prévaut, mais plutôt celle du pouvoir, avec son cortège de négociations, de lobbying et d'intérêts commerciaux.

C'est là que les puissants, les 'émancipateurs' et les 'candidats à l'émancipation' se sont rencontrés et ont, avec franchise, échangé leurs points de vues, analysé leurs différences et peaufiné leurs tactiques. Parmi ces 140 participants : des négociateurs aux forums de l'OMC et de l'UE, des décideurs politiques, des spécialistes de l'information et des représentants d'organisations régionales, d'organisations de producteurs, d'industriels et de négociants, d'organisations de soutien et de centres d'information et de veille sur le commerce.

La rencontre a été précédée par un forum électronique animé (environ 200 échanges, un bon résultat pour ce nouveau mécanisme) et alimentée par une documentation abondante. Il est clair que c'est la qualité de la préparation et la volonté de productivité qui animait tous les participants qui ont permis ces échanges très ouverts. Les juristes qui représentaient les deux parties en présence dans le récent conflit sur le commerce de la banane se sont envoyé leurs arguments à la tête comme dans un show télévisé, des ONG qui mènent une campagne de défense de secteurs ACP comme celui du sucre se sont fait vivement critiquer par les représentants des secteurs qu'elles déclaraient défendre, et les différences de vues entre les producteurs, les planteurs d'ananas par exemple, et 'les gens qui prétendent organiser notre destin' ont pu pleinement s'exprimer. Puis les participants sont passés aux choses concrètes, à savoir comment développer les compétences et constituer des réseaux.

Le Négociateur, un journal du séminaire produit sur place et largement diffusé par e-mail a permis à des participants éloignés géographiquement – au Burkina Faso ou en Indonésie par exemple – de se faire entendre à Bruxelles.



Le Négociateur

Compétence et volonté

Dans son dernier numéro, le *Négociateur* résumait les acquis du séminaire et 'annonçait la couleur' pour les prochaines étapes (notamment la session ministérielle prévue à Cancun, au Mexique, en septembre 2003) : « c'était parfois un peu acrobatique, avec des mouvements d'humeur, mais cela a sans doute aidé les participants à s'échauffer pour affronter les palabres à venir et se préparer à un consensus ».

La publication du rapport imprimé est prévue en août 2003
Documentation complète du séminaire, y compris Le Négociateur, *en ligne sur :*
www.cta.int/ctaseminar2002



Photo B. Favre © Louma productions

Un prix de miel

■ Honey Care Africa, une petite entreprise kenyane soutenue par la Société financière internationale, a remporté le premier prix de l'Équateur. Ce prix lancé en 2002 par un groupe d'agences internationales, dont l'UICN et la Banque mondiale, récompense les initiatives communautaires de réduction de la pauvreté dans les pays équatoriaux.

Honey Care a initié des petits producteurs kenyans à l'apiculture commerciale et a réussi à créer un marché pour leur miel, en collaboration avec une ONG britannique, Africa Now. La clé de leur réussite ? Le micro-crédit-bail, qui a permis aux producteurs d'accéder aux technologies de transformation et de conditionnement, en louant l'équipement pendant une période définie, avec option d'achat au terme. *Spore* ne parlait-il pas de micro-crédit-bail il y a quelques années déjà ?

Léger mieux pour la sécurité alimentaire au Niger

■ Le volet nigérien du rapport du Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine, daté de janvier 2003, note une amélioration de l'accès des ménages aux produits céréaliers. Les récoltes ont été abondantes et des produits comme l'arachide et le sésame se sont bien vendus sur les marchés ; des réserves de produits de base comme le mil et le sorgho ont pu être constituées pour sauvegarder la sécurité alimentaire des foyers.

En décembre 2002, le prix des céréales était en baisse sur les principaux marchés urbains – à Niamey, Zinder, Maradi et Tillabery. Les principaux produits de base, comme le mil et le sorgho, ont toutefois été vendus à des prix supérieurs à ceux de 2001. L'élevage reste précaire : les prix ont augmenté en raison des mauvais pâturages et d'exportations intenables vers le Nigeria.

- Afrol News

Longue vie au pandanus

■ Le pandanus baquoi, *Pandanus tectorius*, est un arbre à port de palmier qui constitue une source importante de nourriture, de médicaments et de fibres textiles pour l'Île de Kiribati, dans le Pacifique, mais c'est une espèce en danger.

La FAO, la Communauté du Pacifique Sud et l'Initiative régionale du Pacifique Sud sur les ressources génétiques forestières ont entrepris un programme conjoint pour créer une banque de gènes à la pépinière centrale nationale et assurer la multiplication et la protection de l'espèce. Pour démarrer, 550 arbres ont été plantés dans la région de Kiritimati.

Partenaires du Sud

Vu le soutien politique dont ils jouissent, la coopération Sud-Sud et les échanges de connaissances et de compétences agricoles entre régions et pays font l'objet de nombreux programmes d'appui.

Diverses possibilités de financement existent pour des visites d'échanges de courte durée entre membres d'organisations paysannes ou entre personnes associées à des programmes de recherche. Ces visites se réalisent souvent par le biais de réseaux d'ONG ou de publications comme *Spore*. Il peut s'agir d'échanges de savoirs techniques, par exemple pour la production artisanale de papier à partir des déchets agricoles comme cela a été récemment le cas pour des ONG maliennes et indiennes du réseau Alternatives pour le développement (basé à New Delhi). Ou l'échange porte sur les méthodes et la gestion de la vulgarisation ou encore sur l'utilisation des outils d'information et de communication.

Valorisez vos innovations

Pour trouver des financements, il faut mettre en valeur la nature innovante des échanges visés et donner des garanties institutionnelles. Les grandes ONG et

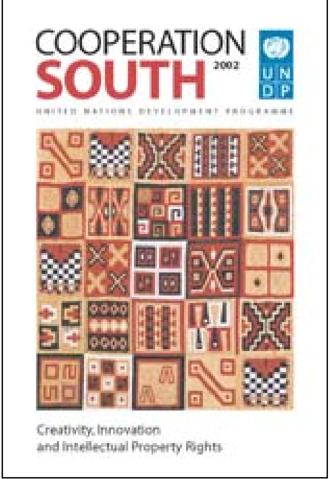


agences d'aide saisissent volontiers l'occasion d'appuyer la coopération Sud-Sud en tant qu'alternative au financement plus classique d'initiatives purement locales.

Les échanges de plus longue durée, impliquant la participation d'un professionnel à un programme agricole de deux ou trois ans, demandent un appui logistique et un soutien financier plus importants. Les agences internationales ont mis en place de tels programmes qui permettent d'organiser chaque année plus d'un millier d'échanges techniques. Officiellement, il s'agit d'échanges organisés entre gouvernements avec un soutien extérieur, mais les agences internationales, en tant qu'institutions publiques, restent ouvertes aux propositions du secteur privé et de la société civile et sont prêtes à faciliter l'intervention des gouvernements dans l'organisation des échanges. La ligne de conduite du programme PSSA de la FAO (voir l'article d'ouverture) est claire : « le programme a adopté une approche partant de la base dans laquelle les producteurs agricoles sont les principaux décideurs ». La voie est ouverte !

Privilégier les échanges à la base

Comme toujours, nous vous encourageons – que vous apparteniez ou non au secteur gouvernemental – à prendre contact avec ces programmes. Les bons programmes sont toujours à la recherche de 'quelque chose de différent' à soutenir et l'éventail des possibilités pourrait bien vous surprendre. Les principales agences engagées dans ces programmes pour le secteur agricole (qui abordent aussi des aspects de science et technologie ainsi que les conditions de travail) sont le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Bureau international du travail (BIT). Prenez contact avec leur représentation nationale dans votre pays ou adressez-vous directement à leur siège :



✍ PNUD:
Unité spéciale, Coopération technique entre pays en développement (SU/TCDC)
1 UN Plaza, FF 12th Floor
New York, NY 10017
États-Unis
Fax : +1 212 906 6429
E-mail : francisco.simplicio@undp.org
Site Web : tcdc.undp.org

Note : ce site Internet propose les descriptions les plus claires et les plus équilibrées (sans fanfaronnades) de projets techniques et expériences de coopération agricole Sud-Sud que Spore ait repérées jusqu'à présent. Pour en obtenir une version imprimée, demandez les documents 'Sharing innovative experience' (seulement en anglais).

✍ FAO:
Programme spécial de sécurité alimentaire
Service de coordination et de suivi du PSSA (TCOS)
Département de la coopération technique de la FAO
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italie
Fax : +39 06 5705 6892
E-mail : spfs@fao.org
Site Web : www.fao.org/fpsf

✍ BIT :
Initiative pour l'innovation, l'éducation et la formation pour un développement humain et des conditions de travail décentes
Programme Universitas
Attn. : Philippe Vanhuynegem
Spécialiste de protection sociale
BIT
4, route des Morillons
CH-1211 Genève 22
Suisse
Fax : +41 22 799 65 44
E-mail : vanhuynegem@ilo.org
Site Web : www.ilo.org/public/french/universitas/initia.htm

Fichiers

Si vous cherchez des contacts pour vous aider à développer votre bibliothèque (ou celle de votre institution), voici trois excellentes adresses :

La Fédération internationale des associations de bibliothécaires et d'institutions (IFLA) couvre un champ très large et compte des tas de collègues serviables et bons 'réseauteurs' qui vous guideront vers les expériences les plus intéressantes. De multiples formules d'adhésion à la fédération existent, pour les institutions comme pour les particuliers. Contactez le secrétariat international trilingue, qui pourra aussi vous informer sur les activités nationales.

✍ IFLA
BP 95312
2509 CH La Haye
Pays-Bas
Fax : +31 70 383 4827
E-mail : ifla@ifla.org
Site Web : www.ifla.org

L'Association internationale des spécialistes de l'information agricole (IAALD) est une organisation ouverte et peu structurée; elle a relativement peu de ressources, mais ses excellents spécialistes des réseaux seront pour vous de bonnes sources de conseils et d'informations. Le répertoire mondial des centres d'information agricole de l'IIALD (voir *Spore* 95) est maintenant disponible en ligne via le National Information Services Corporation *www.nisc.com*



✍ IAALD
Ms Margot Bellamy,
Secretary/Treasurer
14 Queen Street
Dorchester-on-Thames
Wallingford OX10 7HR, Royaume-Uni
E-mail : margot.bellamy@fritillary.demon.co.uk
Site Web : www.lib.montana.edu/~alijk/iaald.html

Enfin, si vous voulez constituer une petite bibliothèque et mettre de l'ordre dans vos livres et périodiques, référez-vous au *Guide pratique du bibliothécaire* publié en 2002 comme numéro spécial du magazine *Notre Librairie* de l'Association pour la diffusion de la pensée française (APDF). Ce guide est surtout centré sur l'Afrique et inclut des conseils de spécialistes du terrain et de partenaires comme La Joie par les Livres.

La version imprimée est disponible auprès de l'ADPF et on peut la télécharger gratuitement, en entier ou par chapitres sur le site *www.adpf.asso.fr/librairie/derniers/147hs/texte147hs.htm*

✍ ADPF
6 rue Ferrus
FR- 75683 Paris Cedex 14
Fax : + 33 143 123 295
E-mail : notrelibrairie@adpf.asso.fr

Publications

À la santé du cheptel



Avec des mots simples et plus de 400 illustrations, cette version française du très populaire manuel *Where there is no vet* explique comment garder ses animaux en bonne santé dans des zones où on ne trouve pas (ou difficilement) de vétérinaires. Le manuel traite des maladies – de la diarrhée à la peste – qui affectent les bœufs, les buffles, les dromadaires, les chevaux, les ânes, les moutons, les chèvres, les porcs, les volailles, les lapins et les chiens. Il aborde les diverses façons d'y faire face, des remèdes traditionnels aux médicaments modernes et aux vaccins. Il explique comment nourrir les animaux et s'en occuper, comment prévenir les infections, reconnaître les signes de maladie, soigner un animal malade, assister les naissances et gérer les urgences et les opérations simples. Vous y trouverez aussi des chapitres qui expliquent comment utiliser le livre pour former d'autres personnes et qui informent sur les maladies transmissibles de l'animal à l'homme. Les annexes incluent un lexique et une liste de publications et d'adresses utiles.

Ce manuel vous aidera à prendre soin de vos animaux, mais aussi à reconnaître les problèmes qui nécessitent le recours au vétérinaire ou à des professionnels expérimentés. Bref, un outil indispensable pour les éleveurs, les assistants vétérinaires, les ONG, les vulgarisateurs et les enseignants ruraux. L'auteur, Bill Forse, lui-même vétérinaire et éleveur, a travaillé dans 16 pays d'Afrique et d'Asie et en a visité beaucoup d'autres pour rédiger cet ouvrage. De nombreuses personnes, du Sénégal à l'Ouganda et du Pakistan aux Philippines, lui ont prodigué conseils et commentaires. Son collaborateur pour l'édition française, Christian Meyer, a exploité son savoir et mobilisé son expérience de l'Afrique francophone pour faire de ce manuel plus qu'une simple traduction de l'original anglais. Ce premier ouvrage complet, accessible aux non-vétérinaires et adapté aux réalités des éleveurs, ne manquera pas de devenir pour beaucoup d'entre vous un compagnon précieux.

Que faire sans vétérinaire
Par B. Forse avec la collaboration de C. Meyer
CIRAD – CTA – Karthala, 2002, 442 pp, ISBN 2 876 14 519 7 (CIRAD) / 2 84586 351 9 (Karthala)
*N° CTA 1108. **20** unités de crédit*

Égosystèmes ?

Les experts pétris d'éducation à l'occidentale peuvent-ils vraiment ressentir et comprendre les conflits que connaissent les paysans entre la nécessité de produire pour se nourrir aujourd'hui et la satisfaction des besoins alimentaires des générations futures ? Dans *Spore* 93, nous avions tranché : *D'abord manger !* Il y a des moments où les agriculteurs (trices) – dont on souligne à juste titre le soin qu'ils apportent à la gestion de leurs terres – sont enfermés dans un dilemme qui n'est pas de leur fait.

Ces conflits sont présentés avec clarté et émotion dans *L'ingérence écologique*, un ouvrage qui est pour son auteur Georges Rossi l'occasion de démonter de nombreux mythes relatifs à l'environnement. Ces mythes se sont développés dans un Occident repu, souligne-t-il, mais le reste du monde a une histoire différente où l'être humain n'est qu'une espèce parmi d'autres. Pour les Européens et leurs 'clones' exportés dans d'autres continents, la nature est définie comme cliniquement indemne de toute intervention humaine. « Ah, la nature ! » s'exclame Rossi dans une interview pour *Spore*, qui sera prochainement publiée en Point de vue. Après tout, les écosystèmes qui déterminent la vie des paysans du Sud sont très différents – c'est-à-dire plus vivants que nous ne le pensons – par rapport à ceux du Nord où la 'nature' est maintenue vivante sous respiration artificielle.

Rossi entraîne son lecteur dans une myriade d'exemples qui illustrent les relations des hommes avec les forêts, la terre et l'eau en Afrique et en Asie, et qui persuaderont tout le monde – sauf peut-être les écologistes les plus sectaires – de réviser ses positions sur la sauvegarde de la nature au détriment des droits des humains à faire pousser et à cultiver leur nourriture. Après une bonne dose de Rossi, les environnementalistes convertis pourront dire : « Après tout, si les fourmis et les chiens peuvent le faire, alors nous pouvons sûrement le faire aussi ! »

Dans la préface, Georges Bertrand, un collègue de Rossi, use également de formules sans détours, par exemple en rapprochant ironiquement les termes écosystèmes et 'égosystèmes'. Et nous pouvons méditer sur cette constatation : « En une génération, l'écologie mâtinée d'écologisme est passée du statut de contre-culture à celui d'idéologie planétaire, voire, pour certains, de mystique naturaliste et conservationniste ».

D'abord, manger.



L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud
par G. Rossi. CNRS Éditions, Paris, 2000. 248 pages. ISBN 2 271 05794 9
29,50 € plus 5 € port
CNRS Éditions
151 bis rue St Jacques
FR- 75005 Paris, France
Fax : +33 153 100 507
E-mail : lib.cnrseditions@wanadoo.fr

Vision simplifiée

Ce document propose une synthèse des débats houleux entre les délégations nationales de l'OMC, les gouvernements, la Commission européenne, les ONG, les chercheurs et les organisations paysannes pour savoir si les questions non commerciales dans le secteur de l'agriculture (comme l'emploi, la culture et l'environnement) doivent être prises en compte dans les négociations actuellement en cours sur le commerce (voir *Spore* 98). En réduisant les arguments à de simples slogans, cela donne une idée certes très claire, mais malheureusement simpliste de ces questions fort complexes.

L'agriculture au-delà du commerce: Quels enjeux et quels outils dans les négociations agricoles de l'OMC ? Synthèse d'une conférence internationale, Paris (France), 2002
Solagral/CTA, 2002, 54pp, ISBN 2-84034-039-9
*N° CTA 1103. **10** unités de crédit*

Des outils pour négocier

Si vous voulez approfondir la question des négociations commerciales sur l'agriculture, ces brochures – préparées pour le séminaire du CTA de novembre 2002 (voir *En Bref*) – sont l'outil qu'il vous faut. Elles vous apprendront tout sur les accords de l'OMC et de Cotonou ainsi que sur la place de l'agriculture et des pays ACP dans les négociations en cours sur le commerce, l'agriculture et les droits de propriété intellectuelle.

Cotonou, OMC: enjeux agricoles pour les pays ACP, 6 fiches pour comprendre, anticiper, débattre
Par Hermelin B., Rolland J.-P. et Tavernier K. Solagral/CTA, 2002, ISBN 2 84034 040 2 / 92 9081 1672
*N° CTA 1105. **10** unités de crédit*

René Dumont, 1904-2001

C'est sans doute parce qu'il était plus à l'aise dans les rizières et les marchés que dans les séminaires que ses mots ont eu une telle portée, particulièrement dans *L'Afrique est mal partie*. Comme beaucoup d'autres qui ont annoncé de sombres perspectives, il n'avait ni entièrement raison ni entièrement tort. Ses déclarations, visions et expériences font l'objet de cette synthèse composée des témoignages de 21 personnes qui l'admiraient et le respectaient.

Un agronome dans son siècle. Actualité de René Dumont
Sous la direction de M. Dufumier. Association pour la création de la Fondation René Dumont – INAPG – Éditions Karthala, Paris, 2002. 230 pages. ISBN 2 845686 276 8
25 €
Les Editions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris, France
Fax : +33 1 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr
Site Web : www.karthala.com

La fongibilité des idées

Les préoccupations essentielles de la conférence internationale sur la situation de la microfinance, organisé à Dakar en janvier 2002 (voir *Spore* 98) – la fongibilité des prêts, la constitution de capital, l'épargne, les assurances et les taux d'intérêt – sont résumées dans cette synthèse bilingue.

La microfinance au service de l'agriculture familiale
Actes d'un séminaire, Dakar (Sénégal), 2002 AFRACA – CIRAD – CTA – DGCID – ENDA-GRAF – FIDA – Réseau CERISE, 2002, 72pp.
ISBN 2 11093566 9
N° CTA 1118. ***10*** *unités de crédit*

À l'aube d'un siècle

Après une longue attente, voici enfin les actes de la 9e Conférence de l'Association européenne des institutions de développement (EADI), accueillie à Paris par le Groupement d'intérêt scientifique sur Économie mondiale, Tiers-monde et Développement (GEMDEV) : 74 communications en anglais, 56 en français et quelques textes en espagnol. Tous les azimuts y figurent.

L'Europe et le Sud à l'aube du XXIe siècle. Enjeux et renouvellement de la coopération. *CD-ROM inclus.*
EADI – GEMDEV. Éditions Karthala, Paris, 2002. 384 pages.
ISBN 2 84586 297 0, 28 €
Les Editions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris, France
Fax : +33 1 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr
Site Web : www.karthala.com

Le forum reste ouvert

Voici toutes les contributions (surtout ACP, principalement francophones avec quelques interventions en anglais) du forum électronique organisé en préparation du Forum européen sur la coopération pour le développement rural (voir *Spore* 101). Les débats se poursuivent sur *forum.inter-reseaux.net* sur le thème du commerce et de la décentralisation.

Valorisation des expériences
Inter-Réseaux, Paris, 2002. CD-ROM
N° CTA 1099. ***20*** *unités de crédit*

Éditeurs, à vos calepins !

Deux modifications importantes dans les services aux éditeurs mentionnés dans *Spore* 101 : depuis janvier 2003, l'adresse e-mail de Hans Zell Publishing, à l'origine de *The African Publishing Companion*, est *hanszell@hanszell.co.uk*. Le site Internet reste *www.hanszell.co.uk*.

Le Réseau Bellagio a une nouvelle adresse :

PO Box 1369, Oxford OX4 4ZR, Royaume-Uni.
Fax : +44 1865 250024.

Il met en place un forum de discussion sur le thème : 'les défis et les plaisirs de l'édition'. Inscrivez-vous à : www. bellagiopublishingnetwork.org

La radio est à nous

Après une décennie de croissance explosive, les radios associatives auraient-elles atteint leur apogée ? Les radios locales se comptent désormais par douzaines, sinon par centaines dans de nombreux pays ACP et elles sont gérées par des groupes communautaires et associatifs, tant en milieu urbain que rural. Si quelques-uns annoncent la poursuite de ce mouvement, d'autres estiment que l'heure de la saturation (bon titre pour une émission !) a sonné, surtout depuis que les stations commerciales ou étrangères se sont adaptées au format de ces petites radios locales.

Quoiqu'il en soit, pour les radios associatives, le temps est venu de se renforcer et Inades-Formation, pionnier de la communication locale, y contribue avec deux nouveaux guides bien ciblés.

Le guide *Comment créer et gérer une radio associative* est une minutieuse description des étapes nécessaires, de l'étude de faisabilité au recrutement du personnel, en passant par les équipements et la gestion financière. Il met l'accent sur le fait que la nature associative du projet de radio et la définition de ses missions constituent un élément essentiel – plus important que la recherche de la durabilité financière – et qu'ils doivent être considérés comme les premiers critères de réussite du projet. Tous ces points, bien argumentés, sont indispensables dans ce secteur, toujours dominé par ceux qui veulent surtout passer à l'antenne et y rester le plus longtemps possible.



Mais il faut aussi savoir nourrir l'antenne et le guide *Comment produire des programmes d'une radio associative* l'explique avec de solides arguments techniques. Il inventorie les compétences nécessaires pour réaliser des reportages, écrire et présenter une émission, et aborde les différents styles radiophoniques : informations, documentaires, histoires, jeux publics, débats, discussions et annonces publicitaires. Les importants aspects d'éthique et de déontologie sont bien couverts à la fois dans leurs facettes juridiques et morales. Toutefois, un autre aspect de la qualité des programmes aurait pu être abordé, ne serait-ce que par quelques mots : comment éviter les présentateurs introvertis et balbutiants et favoriser la présence de fortes personnalités à l'antenne ? C'est avec cela que l'on conquiert et que l'on retient les auditeurs.

Comment créer et gérer une radio associative
Inades-Formation, Côte d'Ivoire, 2002. 83 pages

Comment produire des programmes d'une radio associative
Inades-Formation, Côte d'Ivoire, 2002. 121 pages
Prix d'achat et d'expédition par guide:
Zone Afrique de l'Ouest: 3000 FCFA • 4, 58 €
Autres pays africains : 5000 FCFA • 7,62 €
Hors Afrique: 7000 FCFA • 10,68 €.
Inades-Formation
08 BP 8 Abidjan 08, Côte d'Ivoire
Fax : +225 22 40 02 30
E-mail : ifsiege@inadesfo.ci

Du soja… et plus encore



Cette nouvelle édition de l'Agrodok sur le soja (*Glycine max*) a été élargie pour inclure d'autres plantes légumineuses (pois, pois chiche, arachide, dolique), de sorte que le manuel sera utile aussi dans des zones où le soja ne pousse pas mais où l'on trouve d'autres légumineuses. Mais comme le soja demeure l'une des plantes les plus polyvalentes de la famille des légumineuses, il reste le sujet principal de l'ouvrage.

Les avantages des légumineuses ne résident pas seulement dans leur valeur nutritionnelle, mais aussi dans leur capacité à fixer l'azote, qui les qualifie pour s'intégrer dans des systèmes de cultures mixtes et en rotation.

Cet ouvrage pratique traite non seulement de la culture, mais aussi de la transformation du soja et de sa place dans le régime alimentaire sous forme de lait, pâte, pâté ou autres mets – avec quelques recettes en prime.

La culture du soja et d'autres légumineuses
Par R. Nieuwenhuis et J. Nieuwelink, Agromisa – CTA, Agrodok 10, 2002. 96 pp. ISBN 90 77073 299
N° CTA 1124. ***5*** *unités de crédit*

Perspectives africaines

Population et environnement ont toujours été étroitement interdépendants, même si la lutte pour la préservation des ressources naturelles n'est inscrite sur les agendas politiques que depuis quatre ou cinq décennies. Mais comment se tisse cette interdépendance ? C'est ce que montre de façon fascinante et claire *L'avenir de l'environnement en Afrique*. Ses chapitres sont organisés autour des différentes ressources naturelles – terre, eau, forêt, littoral – décrites selon les principales régions politiques. Si vous êtes à la recherche de scénarios pour le futur ou d'une évaluation sérieuse de l'état du continent à travers une lecture de son passé, vous ne pouvez pas trouver mieux.

L'avenir de l'environnement en Afrique : Le passé, le présent et les perspectives d'avenir
PNUE, 2002. 400 pp. ISBN 928072102X
37,50 US$ • 34,75 €
Numéro magasin : 2988
Earthprint
PO Box 119
Stevenage, Herts SG1 4TP
Royaume-Uni
Fax : +44 1438 748844
E-mail : customerservices@earthprint.com
Site Web : www.unep.org/aeo/

Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.

Agroptimisme

Attention ! Voilà deux livres qui pourraient ébranler vos convictions.

Le premier, *Facteurs de développement en Afrique*, est un essai idéologique solide dans le style puissant d'une chanson de rap, c'est-à-dire avec un texte croquant, croustillant, rapide, impertinent et qui fait mouche à tous les coups en vous emportant dans sa passion et sa profondeur. C'est écrit un peu comme un article de *Spore* : informatif, un rien provoquant, mais qui respecte le lecteur et le laisse tirer ses propres conclusions. Son auteur, Pierre Mouandjo Lewis, a dépeint en trois volumes la restructuration de l'Afrique. Ce deuxième volume est centré sur le rôle clé de l'agriculture et, à l'inverse d'autres livres du même type, il n'est pas agro-pessimiste et ne voit pas l'avenir de l'Afrique seulement hors des champs. C'est un des rares auteurs qui sache donner vie aux notions les plus abstraites : « un pays sous-développé, à prédominance agricole, ne peut manquer d'être tributaire du secteur agricole en tant que source principale de financement de son programme d'investissements et de production d'une grande partie de ses produits courants ».

Il est rare de trouver un livre qui proclame une telle foi dans l'agriculture africaine, dans sa capacité à affronter les problèmes auxquels elle est confrontée et à mobiliser toutes ses énergies pour faire levier et permettre au continent d'aller plus loin que la production agricole.

Comme pour renforcer l'idée qu'il n'y a pas d'alternative à l'appel de Lewis et « qu'il faut y aller », Tidiane Diakité, dans



L'Afrique et l'aide, revisite la vieille rengaine qui consiste à s'interroger s'il faut au non « stopper la machine infernale » de l'aide. Au Nord, l'aide est désormais surtout conçue comme un moyen de freiner l'implosion qui va submerger les barricades érigées contre ce que Diakité appelle « l'invasion de la misère du monde ». Il affirme que l'aide ne fait qu'encourager cette implosion et que le seul moyen de l'éviter se trouve dans « l'énergie inextinguible des populations pour rétablir le train Afrique sur ses rails et lui permettre de redémarrer ». C'est sans doute vrai, à condition que le Nord apprenne à laisser cette énergie s'exprimer.

Facteurs de développement en Afrique
par P. Mouandjo Lewis. Éditions L'Harmattan, Paris, 2002. 354 pages.
ISBN 2 7475 2931 2
29 €

L'Afrique & l'aide,
ou comment s'en sortir
par T. Diakité. Points de vue, Éditions L'Harmattan, Paris, 2002. 159 pages.
ISBN 2 7475 2235 0
14 €
Éditions L'Harmattan
5-7 rue de L'École-Polytechnique
FR- 75005 Paris, France
Fax : +33 1 43 25 82 03
E-mail: harmattan1@wanadoo.fr
Site Web: www.editions-harmattan.fr

ICT Update se met à jour

Le magazine Internet du CTA, *ICT Update*, un service de veille et d'information sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'agriculture des pays ACP, a récemment changé de look et de ton. Le numéro 9, paru le 31 décembre 2002, abordait la question des services d'information des marchés agricoles, avec des articles sur les SIM au Kenya et au Mali et sur la gestion des SIM qui faisaient écho aux informations parues dans *Spore* 96, avec une approche TIC et l'exploitation de plusieurs autres sources. Le numéro de février traite de la connectivité rurale ; le numéro 8 datant d'octobre 2002 abordait le thème 'genre et TIC'.

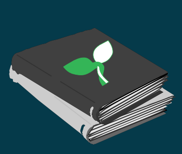
L'édition imprimée du magazine est disponible tous les deux



mois ; la version électronique, interactive, propose plus de thèmes et la promesse de 10 nouveaux sujets chaque semaine.

ICT Update
Version imprimée, 8 pages, bimestriel. Gratuit. S'abonner auprès du bureau ICT Update, à l'adresse du CTA (voir page 15)
Édition électronique : ictupdate.cta.int

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de distribution du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de distribution des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays.

Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : *CTA Publications ITDGPublishing, 103-105 Southampton Row, London WC1B 4HL, UK, Fax : +44 20 7436 2013 – E-mail : cta@itpubs.org – Site Web : www.itdgpublishing.org.uk*

Des ronds dans l'eau

Après le retrait des fonds publics dans la petite irrigation en Afrique, à l'issue de deux décennies de déficit, l'appel aux investissements privés a été un succès. Ce séminaire (voir *Spore* 97) – dont les actes incluent quelques exposés en français – a examiné les raisons et les perspectives de ce phénomène.

Private irrigation in sub-Saharan Africa: Regional seminar on private sector participation and irrigation expansion in sub-Saharan Africa. Proceedings of a seminar, Accra, Ghana, 2001
IWMI – CTA – FAO, 2002. 328 pp.
ISBN 92 9090 494 1
*N° CTA 1101. **40** unités de crédit*

Eaux usées - 1

Trente participants spécialisés en agriculture urbaine, venus de 10 pays, ont analysé le défi – pour les municipalités en Afrique de l'Ouest – de l'utilisation non planifiée et non contrôlée des eaux usées pour l'arrosage de légumes consommables crus, en dépit des directives de l'Organisation mondiale de la santé. Leurs recommandations restent générales, vu la diversité des moyens et les outils dont dispose chaque ville, mais les échanges d'expérience ont été fructueux et bien documentés. C'est un projet conjoint du Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA) et du Centre de ressources sur l'agriculture et la foresterie urbaine (RUAF), avec un appui du CTA.

Visite d'étude et Atelier International sur la Réutilisation des Eaux Usées en Agriculture Urbaine. Rapport final.
ETC-RUAF/CREPA. Octobre 2002. 183 pages.
Disponible uniquement en cédérom (gratuit) ou sur www.ruaf.org/news_and_agenda
ETC-RUAF
BP 64
3838 AB Leusden
Pays-Bas
Fax : +31 33 494 0791
E-mail : ruaf@etc.nl

Eaux usées – 2

Cette étude a abordé trois volets touchant à l'épuration des eaux usées au Sénégal : la participation des populations, la valorisation des eaux usées domestiques à Dakar et le traitement par lagunage en Rufisque. Elle propose aussi des orientations pour le futur.

Épuration des eaux usées et l'agriculture urbaine
ENDA, Dakar, 2002. 354 pages.
Afrique : 4 900 FCFA port inclus
Europe : 23 € port inclus
ENDA
BP 3370
Dakar, Sénégal
Fax : +221 823 51 57
E-mail : editions@enda.sn
Site Web : www.enda.sn/editions/accueil.htm

Produisez, produisez !

Ne vous inquiétez-pas, ce titre ne constitue pas une nouvelle injonction venue d'en haut ! C'est en fait votre propre vœu : la production, qu'il s'agisse d'animaux ou de plantes, voilà bien le sujet qui mobilise le plus nos abonnés, d'après une analyse de la distribution des 66 000 livres commandés au Service de distribution des publications du CTA en 2002, à l'aide des unités de crédit. Le thème de l'information et de la communication a remporté pas mal de succès lui aussi.

Ces préférences confirment les résultats de l'enquête de lecture de *Spore* : un participant sur quatre désirait une plus grande couverture des questions d'élevage et un sur cinq une plus grande couverture du thème de l'information et de la communication. La liste du Top 20 des publications les plus commandées en 2002 comprend six titres se rapportant à la production animale, de l'élevage des lapins à l'alimentation des ruminants. En tête vient *L'élevage de la volaille* avec 843 exemplaires commandés.

Informés et… raisonnables

Cinq autres titres concernent l'information et la communication, de la gestion d'un service questions-réponses à la vulgarisation par l'image, en passant par les initiatives communautaires des *Révolutions de l'information*.

Grand intérêt aussi pour des pratiques agricoles raisonnées : *Les marchés mondiaux des fruits et légumes biologiques*, l'enquête publiée à la mi-2002, a vite retenu l'attention de nombreux abonnés et le classique *Champs et jardins sains* est le deuxième des livres le plus demandés en français, en tête des nombreux guides de meilleures pratiques.

Le même schéma se remarque dans le Top 20 des livres anglais, emmené par *Poultry*, la version anglaise de *L'élevage de la volaille*. Au même rang que le très populaire Agrodok en français sur l'élevage du canard, nous trouvons un Agrodok en anglais sur l'apiculture. Autre élément commun, le succès des collections : en français, douze livres sur vingt appartiennent à des collections ; en anglais, huit sur vingt.

Les abonnés francophones ont des préférences plus 'concentrées' que les anglophones et sont moins dépensiers. Un tiers des 28 500 livres qu'ils ont commandés en 2002 figurent au Top 20 et leur ont coûté en moyenne 15 unités de crédit l'exemplaire. Les anglophones, eux, ont commandé 36 500 exemplaires pour 22 unités de crédit en moyenne, et moins d'un quart de ces exemplaires concernaient un titre du Top 20. Cela reflète non pas une différence de disponibilité en unités de crédit, mais plutôt une pénurie de livres pratiques dans les pays francophones.

Tant de goûts et de couleurs

Au-delà des titres du Top 20, bien d'autres titres font l'objet d'une forte demande. Pas étonnant que le catalogue des publications du CTA soit si épais : sur les 680 titres qu'il propose, 650 ont été l'objet d'une commande, les autres correspondant à des livres ajoutés au catalogue à la fin 2002 et pour lesquels les commandes arriveront début 2003. Comme dans toute boutique, il y a un ou deux articles dont personne n'a voulu et comme pour toute boutique, les efforts de promotion font leur effet : une mention dans *Spore* ou un courrier spécial à des lecteurs ciblés, et les commandes affluent.

Qui demande ?

Deux tiers des publications commandées sont destinées à des professionnels de l'information et à des personnes qui gèrent un service ou une entreprise. Un cinquième sont des manuels à l'usage des producteurs et associations de producteurs. Les autres concernent des questions politiques, techniques et socio-économiques intéressant les chercheurs et les décideurs. Cette répartition est sensiblement la même pour les titres en français et en anglais, et reflète la composition de notre liste d'abonnés. Par ailleurs, notons que tous les titres, sauf un, du Top 20 en français sont des coéditions – la majorité – ou des éditions du CTA, c'est-à-dire des publications pour lesquelles le CTA avait discerné un net besoin et la demande lui a donné raison.

Inutile d'entrer dans le détail de qui commande quoi : après tout, nous savons bien que les décideurs aussi élèvent des poulets et que les organisations paysannes s'intéressent aux questions de politique générale. Mais si vous habitez au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Éthiopie ou au Nigeria, sachez que la moitié des commandes viennent de ces cinq pays. Pas de quoi s'inquiéter, il y a assez de publications pour tout le monde : les abonnés ont dépensé au total 1 090 000 unités de crédit en 2002, mais n'ont pas vidé leur tirelire. N'hésitez pas, si vous en avez l'occasion, à jeter un coup d'œil au catalogue des publications sur *www.cta.int*.

Le Top 20 des titres en français commandés en 2002

1	L'élevage de la volaille – Collection *Le technicien d'agriculture tropicale*	Numéro CTA 393
2	Champs et jardins sains	Numéro CTA 1056
3	Manuel pratique de vulgarisation agricole – Collection *Le technicien d'agriculture tropicale*	Numéro CTA 440
4	Les révolutions de l'information	Numéro CTA 1038
5	Commercialisation – Collection *Agrodok*	Numéro CTA 1061
6	Les greniers – Collection *Agrodok*	Numéro CTA 1052
7	Pour une gestion communautaire durable des ressources naturelles en Afrique	Numéro CTA 1065
8	L'élevage de canards – Collection *Agrodok*	Numéro CTA 1008
9	Les cultures maraîchères – Collection *Le technicien d'agriculture tropicale*	Numéro CTA 582
10	Manuel de gestion des services questions-réponses	Numéro CTA 1044
11	Le porc – Collection *Le technicien d'agriculture tropicale*	Numéro CTA 594
12	Le mouton – Collection *Le technicien d'agriculture tropicale*	Numéro CTA 523
13	La communication sous-tendue par l'image en Afrique	Numéro CTA 1039
14	Le lapin – Collection *Le technicien d'agriculture tropicale*	Numéro CTA 522
15	L'incubation des œufs par les poules et en couveuse – Collection *Agrodok*	Numéro CTA 235
16	Les marchés mondiaux des fruits et légumes biologiques	Numéro CTA 1066
17	L'alimentation des ruminants – Collection *Le technicien d'agriculture tropicale*	Numéro CTA 785
18	Cheminements d'une action de développement	Numéro CTA 374
19	La conservation du poisson et de la viande – Collection *Agrodok*	Numéro CTA 589
20	Promotion des petites entreprises agroalimentaires	Numéro CTA 1030

Boîte postale 380

Laissez-vous aller

Le travail d'un paysan n'est jamais fini, c'est bien connu, mais vous, les agriculteurs, vous savez mieux que personne comment rendre votre travail plus facile, durable, rentable et valorisant. Alors, écrivez-le nous, confiez votre expérience à Boîte Postale, partagez-la avec tous !



L'esprit d'initiative

■ **Lennox Wilson A. Chitonga** de la ferme Kaphiri Kamodzi, près de Mwanza au Malawi, est un agriculteur avisé. Il nous raconte comment il a transformé un hectare de terrain desséché qui ne valait rien en en une terre agricole prospère. La ferme se trouve à l'ouest de la rivière Middle Shire, dans une zone qui était auparavant inhabitée car elle se situe à couvert d'une chaîne de montagnes et reçoit donc peu de précipitations. Cette terre avait été abandonnée par ses deux occupants précédents en raison du manque d'eau. À la fin des



années 90, M. Chitonga a entrepris des travaux d'aménagement et construit notamment 200 m de courbes de niveau de 0,5 à 2 m de hauteur. La productivité est passée de 0,75 à 2,7 t à l'hectare. En 2000, 90 m de courbes de niveau supplémentaires ont été aménagées, démarquant des parcelles de 30 m sur 30. La terre est désormais abritée sous le feuillage de légumineuses. Toutes ces mesures ont nettement amélioré la capacité de rétention d'eau du sol et le puits se remplit beaucoup plus rapidement. En 2001, un *dimba* (petite retenue d'eau) a été construit et un autre hectare de terre a pu être planté en maïs. M. Chitonga applique le principe de la permaculture et son exploitation a attiré beaucoup de nouveaux habitants dans la zone. Le problème, c'est que la moitié de la forêt a été abattue pour fournir du bois de feu, mais l'avantage, c'est que la population est désormais suffisamment nombreuse pour que le gouvernement creuse un nouveau puits. À présent, écrit M. Chitonga, les gens ont plus qu'une petite gorgée d'eau.

Le temps change ...

■ Selon **Coffi Sedjvo Elvis Padonou** de Promotion Jeunesse Unie à Abomey, Bénin, pendant la saison agricole, les cultures ne reçoivent pas assez de pluie ou la saison des pluies s'arrête brusquement, et les prévisions de la météo sont souvent fausses. D'après lui, la pollution, les catastrophes naturelles et la détérioration de la couche d'ozone sont probablement responsables de cet état de choses. En tout cas, dans cette situation, les agriculteurs ne peuvent pas faire de bonnes récoltes, car tout le monde n'a pas les moyens d'irriguer ses champs. Mais une solution existe : « Il suffit de biner le champ toutes les deux semaines ou si possible chaque semaine. Ceci permet de préserver la capacité de rétention d'eau du sol [...] tout exploitant agricole peut ainsi traverser les périodes difficiles, même si cela nécessite des coûts supplémentaires. Cette méthode résulte de plusieurs expériences faites dans notre exploitation agricole. »

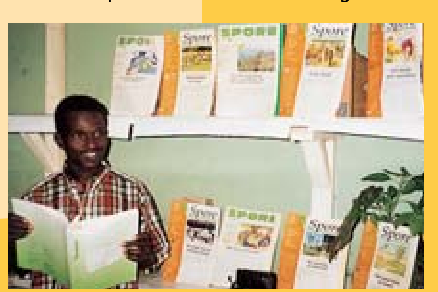
Vous avez raison, Coffi, même si votre conseil en a fait sourciller certains, ici à la rédaction. Les agriculteurs savent ce qu'il faut faire, après tout! Le binage après le labourage limite l'évaporation de l'humidité du sol fraîchement retourné. Après formation d'une croûte, le binage, en brisant cette croûte, stoppe l'action de capillarité qui libère l'humidité du sol. Le binage peut donc effectivement améliorer la capacité de rétention de l'eau dans le sol et limiter l'évaporation.

...et il faut s'y adapter

■ Lecteur assidu de *Spore*, **Assaye Terefe**, d'East Gojjam en Éthiopie, s'inquiète, comme bien d'autres, des changements climatiques et de leurs effets sur l'agriculture. « Les méthodes de culture traditionnelles ne sont plus adaptées ; elles conduisent souvent à une détérioration de la sécurité alimentaire et préparent des lendemains amers. Je pense vraiment que les écarts d'altitude des zones agroécologiques de cultures doivent être changés pour s'adapter à des mutations climatiques radicales. Il est indispensable de vacciner les agriculteurs contre l'ignorance et d'organiser une grande campagne de sensibilisation environnementale à leur intention afin qu'ils apprennent à choisir les bons moments et les bons endroits pour conduire leurs cultures. »

Comblé !

■ « Je lis *Spore* depuis dix ans et je continue à penser que c'est le meilleur des magazines agricoles », nous écrit **Martin Francis Arko**, vulgarisateur au Ghana. Il est également très satisfait du système de distribution des livres : « Cela nous permet d'accéder à de bons ouvrages, parfaitement adaptés au travail de terrain. Notre travail de vulgarisation a un meilleur impact sur la communauté agricole ».



L'union fait la force



■ **Jonas Maboundou** nous écrit de Sibiti, dans le sud du Congo : « Grâce aux multiples informations reçues dans le journal *Spore*, j'ai pu créer en janvier 2002 'La Gerbe', un groupement pré-coopératif dont les principales activités sont le maraîchage, l'élevage (ovins et volaille) et la savonnerie. Pour l'instant, c'est le secteur maraîcher qui est opérationnel ; en voici une photo qui fait foi. »



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. _Spore_ est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès d'ITDG (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accord de Cotonou ACP-CE

CTA : Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : +31 317 467 100
Fax : +31 317 460 067
E-mail : cta@cta.int
Site Web : http://www.cta.int
E-mail des lecteurs : spore@cta.int

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.
Louma productions, 3, rue Neuve, 34150 Aniane, France
Fax : +33 4 67 57 01 80
E-mail : louma@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46, 1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : +31 297 540 514
E-mail : info@spore-magazine.org

Ont participé à ce numéro : Marcel Chimwala, O'Neil Cuffe, Bernard Favre, Erik Heijmans, Louise Kibuuka, John Madeley, Paul Osborn, Jacques Sultan.

Mise en page : Louma productions
Impression : Imprimerie Publicep, France
 – ISSN 1011-0046



*Agronome, Álvaro Soares de Melo, a une grande expérience en formation rurale et projets de développement avec des pays africains. De 1993 à 2000, il a assuré la coordination d'*Esporo*, l'édition en langue portugaise de* Spore.

Paysans et mondialisation

Paysans de tous les pays, unissez-vous !

Les paysans ont domestiqué les plantes et les animaux, inventé l'agriculture, bâti des systèmes durables. Ils ont aussi supporté les coûts des révolutions agricoles et industrielles. Mais ce sont des forces et des intérêts extérieurs au secteur qui commandent l'évolution de leur production et de leur richesse. Jusqu'à quand ?

M. Mazoyer et L. Roudart ont magistralement analysé dans leur livre la saga des paysans. Tout commence il y a 10 000 ans, quand l'invention de l'agriculture et de l'élevage fait franchir à l'Humanité des pas décisifs. Alors naissent les systèmes culturels et techniques qui coexistent encore aujourd'hui.

Une évolution aveugle et déséquilibrée

Dans les pays développés, l'agriculture est favorisée par des conseils techniques, du crédit, des subventions, des prix garantis, des barrières douanières et des marchés proches. Dans les pays les plus pauvres, au contraire, tout manque aux paysans : conseils, intrants, crédit, voies de communication, transports, organisation commerciale, parfois même la terre et, souvent, des gouvernements vraiment intéressés à les défendre et à les soutenir. Quelques grandes exploitations, situées dans certaines régions du monde, accumulent continuellement des ressources qui profitent aux productions végétales et animales les plus compétitives et permettent de lancer des produits à bas prix sur tous les marchés. Dans le reste du monde, la plupart des paysans se trouvent incapables de produire de façon concurrentielle, sont exclus de leur propre terre et souvent conduits à l'indigence.

Cette évolution aveugle et déséquilibrée du système agricole et alimentaire mondial est une tragédie. Cette affreuse distorsion est à l'origine des inégalités qui séparent les pays. La crise de la paysannerie sous-équipée et peu productive est à l'origine de la pauvreté rurale et urbaine croissante qui rend impossible le développement des pays agricoles. Cette crise conduit à une réduction accentuée de la demande solvable au niveau local et mondial, au ralentissement de la croissance économique, à l'augmentation du chômage, à la pauvreté et à l'exclusion. Des conséquences qui viennent frapper à la porte des pays développés : elles compromettent leurs débouchés sur les marchés des pays en développement. Les pays développés sont aussi affectés, directement ou indirectement, par les autres aspects de cette crise globale et complexe du tiers-monde où la misère, la stagnation et le désespoir font le lit des grandes migrations, du terrorisme et des conflits armés.

Pas de solution miracle !

La libéralisation et la mondialisation du commerce et de l'économie sont à la mode. Cela nous rappelle l'histoire de ce savant qui pose une puce sur une table et lui crie : « Saute ! » Et la puce saute. Il lui arrache ensuite les pattes et crie de nouveau : « Saute ! ». Mais elle ne saute pas. Conclusion du savant : sans pattes, la puce n'entend pas !

Les paysans des pays pauvres ne sauteront dans le train de la mondialisation que si on leur restitue leurs jambes, c'est-à-dire les moyens nécessaires à leur développement !

Les mécanismes actuels du commerce international ne résoudront pas le problème du déséquilibre des pouvoirs et modifieront peu le scénario de pauvreté et de fragilité des économies des pays et des régions pauvres. Il ne suffit pas que chaque pays libéralise son système de changes et qu'il offre de bonnes conditions aux investisseurs étrangers : s'il ne résout pas la question de la répartition interne des richesses, il risque de connaître un nouveau déséquilibre structurel et donc un frein au développement économique et social.

Pour surmonter les inégalités entre les peuples, il faut dans le monde un système monétaire, financier et commercial plus équitable, qui puisse corriger, pendant le temps nécessaire, les grandes différences de productivité, enracinées dans l'histoire et dans la disponibilité inégale des ressources.

Mais revenons à l'histoire de la puce sans pattes. À quoi bon la distribution d'argent, l'effacement des dettes ou toutes sortes de projets de développement, si les populations des pays pauvres ne sont pas préparées pour affronter la libéralisation et la mondialisation imposées d'en haut par les pays riches, qui protègent d'abord leurs intérêts à l'aide de taxes douanières et de subventions aux agriculteurs ?

Éduquer pour développer

Si l'on accepte que le fondement du développement est la connaissance ou, mieux, la capacité de l'acquérir, de l'utiliser et de l'augmenter, il semble logique que l'enseignement et la formation professionnelle soient la priorité des priorités de la mondialisation.

Pour dépasser la crise mondiale actuelle, les pays riches doivent renoncer au profit à court terme, à la croissance inégale non durable, et favoriser un développement global harmonieux, participatif et durable. N'est-ce pas l'objectif affiché par l'Union Européenne au sein de l'Europe, ou par le Plan Marshall après la dernière guerre mondiale ?

« Des conséquences qui viennent frapper à la porte des pays développés »

* Histoires des agricultures du monde du néolithique à la crise contemporaine
par M Mazoyer & L Roudart, Seuil, Paris, 1997. 533 pp. ISBN 02-032397-4

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.